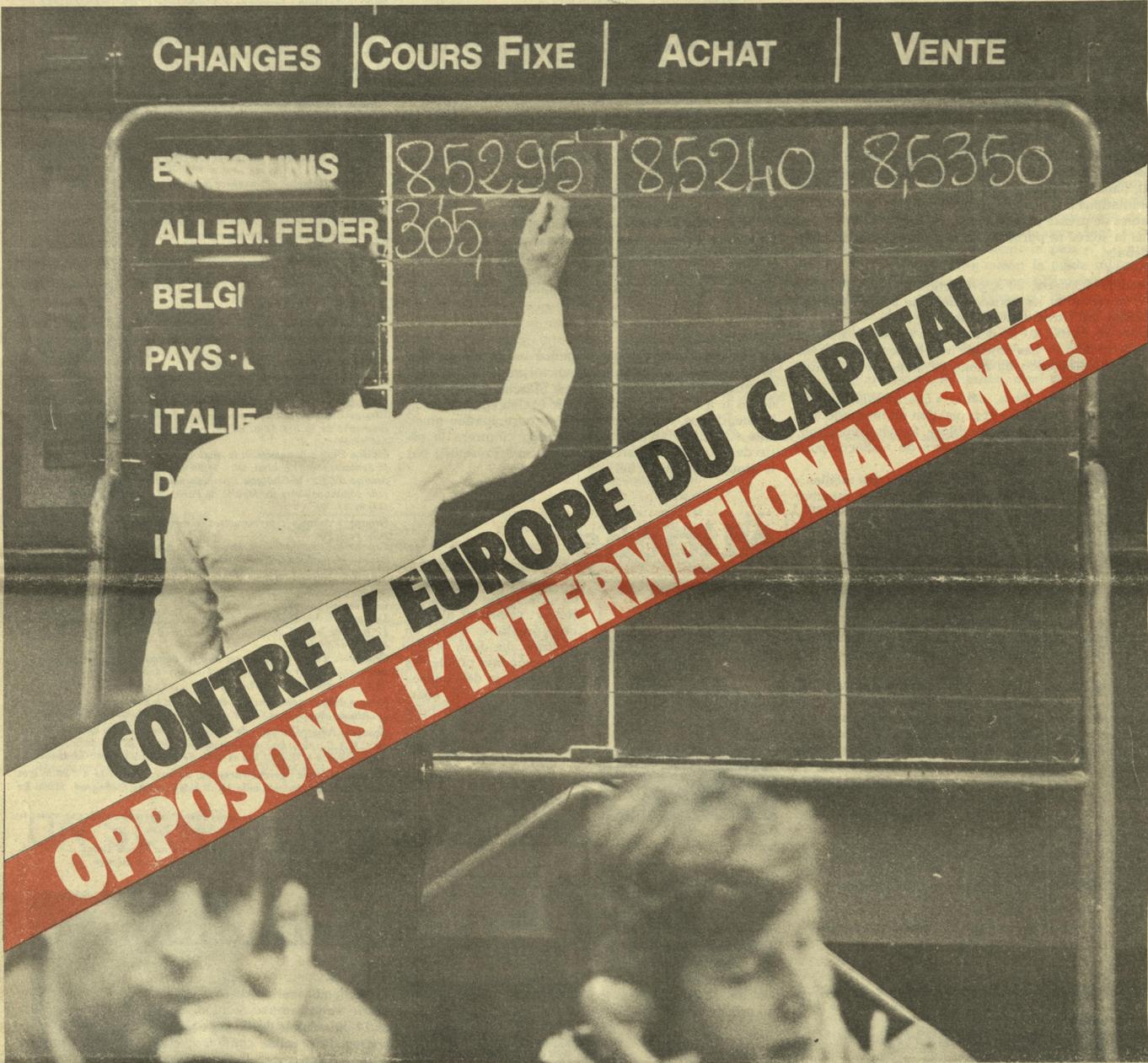


le monde Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 524 JEUDI 29 MARS 1984 8,00 F



● Talbot

Après les élections des délégués du personnel qui ont vu une montée de la C.S.L., quelle riposte des travailleurs ?

Page 5

● Pays basque

Les assassinats de réfugiés se multiplient avec la bénédiction des polices françaises et espagnoles.

Page 6

● Salvador

Sur fond de misère, la guerre civile continue de s'aggraver entre le pouvoir et la guérilla.

Pages 8 et 9

F24 2520

communiqués débats

• NICE

Le groupe de Nice « cause » dans la poste durant 45 minutes sur Radio-Réflexe (Cannes, La-Bocca) à 102,4 MHz, pour une émission antimilitariste intitulée « Rompez les rangs ». Qu'on se le dise !
Le groupe de Nice, nouvellement créé, appelle les événements sympathisants, motivés, à le contacter. Ecrire aux Relations Intérieures qui transmettront.

• HAGUENAU

La liaison Bas-Rhin de la Fédération anarchiste organise du 23 au 30 mars 1984 une semaine d'information sur la paix, la guerre, la militarisation de la société. Cette semaine se déroulera à Haguenau, salle Saint-Georges.
Dans la journée (14 h à 20 h) :

- exposition avec la participation de J.-F. Battelier qui présentera ses dessins, photos sur Hiroshima et Nagasaki, panneaux d'informations ;
- animations pour les jeunes ;
- tables de presse permanentes.

Dans la soirée (à partir de 20 h) : projections de films et débats.

Au menu :

- vendredi 23 mars, 20 h, projection du film « Prophétie », la réalité et les conséquences du bombardement atomique sur Hiroshima et Nagasaki ;
 - lundi 26 mars, 20 h, débat « Les zones de conflits dans le monde — Les enjeux stratégiques » avec Yves Le Hénaff, projection du montage diapos « La course à la mort » ;
 - mardi 27 mars, 20 h, débat « Les implications de l'armée dans la société » et projection du montage diapos de la C.N.T. sur la symbiose Armée-Education, avec la participation d'un membre du Collectif pour l'abrogation du protocole d'accord ;
 - mercredi 28 mars, 20 h, débat « Le rôle des médias » avec la participation de journalistes et d'un membre du Collectif des scientifiques pour le désarmement ;
 - jeudi 29 mars, 20 h, débat « Les religions face à la paix » avec la participation de représentants de différents courants religieux et d'un libre-penseur ;
 - vendredi 30 mars, 20 h, débat « Face à la guerre : que faire ? » avec Solange Fernex (Parti écologiste), le M.A.N. et Pierre-Martial Cardona (Avis de recherche). Un concert de soutien terminera cette semaine le samedi 31 mars à 20 h 30, à la M.L.C. de Haguenau avec le concours de Sylvie Reff, Serge Rieger et J.-P. Albrecht.
- Cette semaine, ainsi que le concert seront retransmis par Radio-Dreyeckland sur 101,5 MHz.
Les organisateurs : Groupe écologique d'Outre-Forêt, Fédération anarchiste, Mouvement rural de Jeunesse chrétienne, Association du livre de la paix, des individuels.

Liaison du Bas-Rhin

• EVREUX

Le groupe Manuel-Devaldes tiendra sa prochaine permanence le samedi 31 mars de 14 h à 16 h à la Maison des associations (derrière la mairie d'Evreux).

• VALLÉE DE CHEVREUSE

Le groupe Emile-Pouget (Vallée de Chevreuse, Rambouillet) projettera le montage diapos « L'Anarchisme » le jeudi 29 mars à 20 h 30 à la M.J.C. de Courdimanche aux Ulis. Cette projection sera suivie d'un débat.

• ANGERS

Le groupe d'Angers organise, avec le S.G.E.N.-C.F.D.T., la Ligue des droits de l'homme, l'Ecole émancipée et le groupe antimilitariste, une grande journée contre les accords Armée/Education et contre le militarisme, samedi 14 avril 1984, de 14 h 30 à 23 h, salle l'Elysée, avenue Patton, à Angers.

Au programme :

- 15 h : diaporama sur le protocole Hernu-Savary, suivi d'un débat ;
 - 17 h : projection du film *La Question* de Laurent Heynemann (sur la répression et la torture françaises en Algérie pendant la guerre) ;
 - 20 h 30 : concert avec le groupe Algue.
- Toute la journée : bouffe, buffet, tables de presse, stands, panneaux d'infos... Les billets de soutien peuvent être retirés à la librairie La Tête en bas, 17, rue des Poëliers, Angers (prix : 30 F). Cette journée sera retransmise en direct par Radio-Gribouille sur 95,15 MHz.

• PARIS 18°

Le groupe Louise-Michel organise un meeting-débat sur le thème « L'Anarcho-syndicalisme aujourd'hui » le vendredi 30 mars au 127, rue Marcadet, Paris 18°, de 18 h à 22 h. Sur place sont également prévus librairie, diapos, expositions, buffet et participation musicale (Chanteur-Livreur). Ce meeting clôturera la série de cours sur l'anarcho-syndicalisme présentée par le groupe Louise-Michel.

éditions



• Les éditions du Riflard du groupe de Montreuil-Rosny viennent d'éditer une brochure *Vivre en sécurité* de Jean Rolin, consacrée aux problèmes que posera la délinquance dans une société anarchiste. Cette brochure est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 15 F.

• Le groupe Varlin et les éditions Notre route ont édité une brochure : *Le problème national et le fédéralisme libertaire* de G. Balkanski. Celle-ci est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 20 F.



• Des compagnons viennent de faire paraître le premier numéro d'une nouvelle revue : *Magazine libertaire*. Ce n°1 est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 20 F le numéro, 140 F l'abonnement à 8 numéros (abonnement de soutien : 200 F).



liste des permanences des groupes f.a.

Groupe de Caen : permanences et table de presse le vendredi, de 11 h 30 à 13 h 30, au restaurant universitaire B de Caen.

Groupe de Dijon : permanence le samedi de 15 h à 17 h 30, au 61, rue Jeannin, à Dijon.

Groupe du Morbihan : permanences tous les vendredis de 19 h à 21 h, à la bibliothèque de la rue du Château, à Auray.

Liaison Bas-Rhin : permanences chaque vendredi, de 11 h 30 à 13 h, au cours de la tenue de la table de presse, au restaurant universitaire Paul Appel, à Strasbourg et le dernier jeudi du mois, à partir de 20 h, au Cardek, 13, rue du Général-Zimmer, à Strasbourg.

Groupe « Michel Bakounine » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n° 2, rue Tréaillé, 17300 Rochefort.

Groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaires, cercle J. Rostand, rue Montébello, Toulon.

Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Pailliette.

Groupe d'Angers : permanences tous les vendredis, de 18 h à 19 h, à la librairie La Tête en bas, 17, rue des Poëliers, à Angers.

Groupe de Marseille : permanences le samedi de 14 h à 17 h, 3, rue de la Fontaine-de-Caylus, 13002 Marseille.

Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.

Groupe du 11° : permanences à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 h à 15 h.

Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 h à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germinal c/o B.P. n° 7, 80330 Longueau.

Groupe « Nestor Makho » de Saint-Etienne : permanences tous les mardis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourse du travail, cours Victor-Hugo, à Saint-Etienne.

Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences le 3° samedi du mois, de 10 h à 12 h, au centre social de Pen Ar Creach, rue du Professeur-Chrétien.

Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi de 10 h à 19 h et le dimanche de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.

Liaison Blois : permanences le jeudi de 18 h à 22 h, au 24 rue Jean-de-la-Fontaine, apt. 57, Blois, tél. : 74.26.02.

Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon (tél. : (23) 80.17.09).

Groupe « Voline » : permanences le mercredi à 20 h 30 au 26, rue Piat, Paris 20°.

Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences les mercredis et samedis, de 16 h à 19 h, au 77, rue Battant, à Besançon.

Groupe d'Aubenas : permanences de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

Groupe Louise-Michel : permanences le lundi, de 18 h 30 à 20 h, au 10, rue Robert-Planchette, Paris-18°.

Liaison Aix-en-Provence : permanences tous les mercredis, de 14 h à 17 h, dans le hall de la faculté de lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

Groupe de Lille : permanences tous les mercredis, excepté pendant les vacances scolaires dans le hall de l'université de Lille III, de 11 h 45 à 13 h 45, à Villeneuve-d'Ascq.

Groupe d'Agén : permanences de 14 h à 16 h, les premiers et troisièmes samedis de chaque mois, au 64, rue de l'Angle-Droit, 47000 Agén.

Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanences dans les locaux du C.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h ; et le dimanche de 10 h 30 à 12 h à sa table de presse au marché Saint-Sernin.

Groupe du Mans : permanences tous les mercredis de 18 h à 20 h, à la Maison des associations, salle 33, 3° étage, square Stalingrad, 72000 Le Mans.

Liaison de Lyon : permanences les 2° et 4° mercredis de chaque mois, de 20 h à 21 h 30, au 13, rue Pierre-Blanc, à Lyon.

Groupe L. Bertho-Lepetit : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque premier lundi du mois.

communiqués

• PARIS

Le collectif Jussieu de la Coordination libertaire étudiante organise une réunion le jeudi 29 mars de 12 h à 14 h, couloir 46-0, salle 106. Les personnes désireuses de prendre contact avec le collectif pourront le faire à cette occasion.
Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures qui transmettront.

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, 75011 Paris (m° République) tél. : 805.34.08

Permanence du Secrétariat administration, secteur imprimerie : le samedi de 15 h à 17 h, à la librairie du Monde libertaire.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris-11°
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie : « Roto de Paris » 24, rue des Rigoles, Paris 20°
Dépôt légal 44 149 — 1° trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous plis fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145 rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien Règlement (à joindre au bulletin)

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste.

le m

en

- La li nous ce samedi débat la libe vendré débat autour avec la G. Ch à Con 7 rue S samedi débat si en Fran avec M auteur et désé samedi avec S autour
- Le Co insoum créé en futur o et d'aut tient un chaque de 10 h au 33, r et anim sur Rad de 18 h
- L'Insti libertair un livre de Fran publié a par le Co de la rép Pour pre Jean-Pie La Harm
- La deu ayant po sur la tec dans la p d'une soc se déroul au Chate à 17 km. Pour tout B.P. 493,
- Bruno le 10 juin des scoot ce soir-là celui de C « gardien Ce dernie de 22 lon Le 14 ma se retrou après un préventive condamné et mille fr Sans com

UN

SOI

PAGE 2 : GE 3 : Edit ry Marico la Lorrain pression e internation ves — PA 12 : La Ma

en bref... en bref...

• La librairie La Gryphe, à Lyon, nous communique ses prochains débats : samedi 14 avril, 15 h, débat avec Vanina, auteur de *Corse, la liberté, pas la mort* ; vendredi 20 avril, 20 h 30, débat avec projection de diapos autour de *L'Atlas stratégique*, avec la participation de l'auteur G. Chaliand, à Condition des soies, 7 rue Saint-Polycarpe, 69001 Lyon ; samedi 5 mai, 15 h, débat sur le mouvement antimilitariste en France, passé et présent, avec M. Auray, auteur de *Objecteurs, insoumis et déserteurs* ; samedi 19 mai, 15 h, rencontre avec S. Chesnaux, historien, autour de son livre *De la modernité*.

• Le Collectif antimilitariste insoumission objection (C.A.I.O.), créé en 1983 par des objecteurs, futurs objecteurs et d'autres antimilitaristes tient une permanence d'information chaque semaine, le samedi, de 10 h 30 à 12 h 30, au 33, rue des Vignoles, et anime une émission hebdomadaire sur Radio-Libertaire, le mercredi de 18 h à 19 h.

• L'Institut d'histoire des pédagogies libertaires vient de faire rééditer un livre sur la vie et l'œuvre de Francisco Ferrer, publié auparavant par le Comité de défense des victimes de la répression espagnole. Pour prendre contact avec l'Institut : Jean-Pierre Caro, Caradeuc, La Harmoye, 22320 Corlay.

• La deuxième rencontre ayant pour thème « Interrogation sur la technologie » dans la perspective d'une société égalitaire se déroulera du 9 au 11 juin 1984 au Château de Ligoure, Le Vigen, à 17 km. de Limoges. Pour tout contact : A.D.I.C., B.P. 493, 63013 Clermont-Ferrand.

• Bruno Zerbib, 18 ans, est mort le 10 juin 1982, victime de sa passion des scooters. Il contemplait ce soir-là d'un peu trop près celui de Claude Marin, « gardien de la paix ». Ce dernier l'a abattu d'une balle de 22 long rifle. Le 14 mars 1984, Claude Maurin se retrouvait aux Assises, après neuf mois de détention préventive. Il en est ressorti libre, condamné à deux ans avec sursis et mille francs d'amende. Sans commentaire.

ANTIMILITARISME :

PROCÈS

DE THIERRY MARICOURT

PARCE qu'il n'a pas rejoint la caserne de Landau (R.F.A.) en avril 1983, Thierry Maricourt était passé en procès le 26 octobre 1983, inculpé « d'insoumission en temps de paix ». Le verdict fut rendu le 16 novembre 1983 : 6 mois de prison ferme.

Thierry Maricourt faisait appel, le procureur faisait de même, estimant quant à lui que la peine n'était pas assez élevée.

Le 6 mars 1984, le procès en appel a eu lieu, toujours au Pa-



lais de justice de Paris. Après avoir rappelé les causes de son insoumission (refus d'apprendre à tuer, refus de cautionner la militarisation de la société, entre autres), Thierry Maricourt affirmait : « Que vous me condamnerez à 6 mois de prison ferme, ou plus, ou moins, ne changera rien. Je n'accepterai pas de marcher au pas. Je n'accepterai pas de porter l'uniforme. Je viens devant le tribunal, avec les risques que cela comporte, et je ne changerai pas mon comportement. »

« Voici qui est clair ! », reconnaissait le juge.

L'avocat, Maître De Félice, dans sa plaidoirie défendit sur-tout la liberté d'expression. « Il est en effet aberrant d'incarcérer un individu qui a des opinions contraires aux "opinions d'Etat", un individu qui ne cherche nullement à se défilier — et sa présence devant le tribunal en est bien la preuve — mais qui entend tout simplement défendre un monde sans guerre, et donc, sans armée. Thierry Maricourt refuse également le service civil. N'oublions pas que dans une société de plus en plus militarisée, le service civil peut très bien s'intégrer. D'un côté, la militarisation se développe, d'un autre côté, on offre le service civil aux récalcitrants, et tout continue... Je demande donc, à nouveau, la relaxe de Thierry Maricourt. »

Ensuite, le procureur, qui faisait appel « a minima », s'est contenté d'une plaidoirie... déconcertante : « Je demande l'application de la loi (1 an ferme) parce que c'est la loi, et c'est comme ça ! » (ou à peu près), ajoutant : « en n'appliquant pas la loi, les juges s'exposeraient à des sanctions. » Une menace à peine voilée. Avec de tels arguments...

Le jugement est mis en délibéré et sera rendu le 17 avril.

Pour tout soutien, contacter le Comité de soutien à Thierry Maricourt c/o G.A.A., B.P. 7, 80330 Longueau.

Groupe anarchiste d'Amiens

Editorial

LES troupes françaises quittent le Liban, leur « mission » étant « terminée ». La nouvelle a été annoncée par Mitterrand en personne, lors de son séjour à Washington.

Les soldats français devraient rapidement être remplacés par des gendarmes et des conscrits libanais. Alors que la majorité des parties engagées dans le bourbier libanais réclament le maintien des Français à Beyrouth, François Mitterrand a insisté sur sa volonté de « perpétuer la présence de la France au Liban sous une forme normale, c'est-à-dire politique, diplomatique et culturelle », la présence militaire ayant été une « étape transitoire ». « Etape transitoire » qui a coté la vie à combien de jeunes gars, bernés par la propagande hernuesque, en voulant échapper au chômage ? « Etape transitoire » qui a permis à l'armée française de pratiquer allègrement le terrorisme d'Etat en bombardant, par exemple, les bases d'entraînement des milices chiïtes. « Etape transitoire » qui a démontré que le pouvoir socialiste, comme ses prédécesseurs, n'a pas hésité à se lancer dans l'engrenage de la guerre pour défendre des intérêts impérialistes sans aucun rapport avec une « volonté de maintenir la paix ». Ce motif ne lui sert, en fait, que pour faire avaler la pilule militariste à une opinion publique d'ailleurs totalement démobilisée.

Les soldats français quittent le Liban où ils contribuèrent à renforter un peu plus l'état interdisant au peuple libanais son autodétermination. Depuis la « sale » guerre d'Algérie, jamais la France n'a autant envoyé ses parachutistes maintenir l'ordre de par le monde. Accepter aujourd'hui la banalisation de ces interventions militaires, c'est accepter la logique de la guerre demain !

NE DITES PAS À MA MÈRE QUE JE SUIS DANS UNE CASERNE, ELLE ME CROIT À L'ÉCOLE !

« P ROTOCOLE Her-nu-Savary : bon-jour les dégâts ! », c'est sur ce thème, emprunté à la propagande gouvernementale, qu'ont été menées à Angoulême différentes manifestations dans le cadre de la semaine nationale antisymbiose — dénonciation du protocole bien sûr, mais plus encore de la logique guerrière de l'Etat. Des ordonnances de 59 aux interventions impérialistes au Tchad et au Liban, en passant par la signature de différents protocoles (Armée-Education, Armée-Santé, Armée-Culture, etc.), on nous installe insidieusement dans l'état de guerre et dans son

inévitabile corollaire : l'esprit de défense.

Face à cette militarisation de la société, une seule alternative : la révolution. Par tous les moyens, il nous faut briser la passivité et la résignation ambiante, affirmer que la guerre n'est pas inéluctable. La cinquantaine de personnes présente aux différents débats en était convaincue, elles ont pu d'autre part applaudir chaleureusement Jean-Marc Le Bihan, ce « Don Quichotte du macadam », qui lui aussi sait hurler sur scène ou dans la rue sa rage de vivre ! Jusqu'au bout ! Jusqu'au bout !

Gr. d'Angoulême



Alexis

UN SCULPTEUR NOUS A QUITTÉ



MATHIAS Léoni, une figure anarchiste, s'est éteint le 25 février 1984. Fils de marbrier italien, Léoni vit le jour en 1897. Pendant la Première Guerre, Mathias, pacifiste, fut poursuivi car il tenait dans une feuille anarchiste « la rubrique du soldat », écrite sur le vif, dans sa caserne.

Tout en travaillant la journée dans une librairie, il étudia la sculpture aux Beaux Arts, en Italie. Comme son père, il devint ouvrier marbrier pour nourrir sa famille et consacra ses loisirs à la sculpture.

En France, il s'installa à la Rucho, puis à la cour des Mi-

racle et se lia aux milieux anarchistes. Il rencontra Makhno, Sébastien Faure, et plus récemment Léo Ferré chanta pour lui *Ni Dieu, ni Maître* à Bobino.

L'artiste a laissé en héritage une œuvre dédiée à l'Amour et des médailles d'illustres défenseurs de la liberté.

Quelle tristesse de penser que nous ne verrons plus Mathias avec son borsalino, sa cravate d'artiste et sa médaille de Bakounine pendue à son cou. Il nous a quitté, mais nous a laissé un modèle de vie et une ferveur qui nous permet d'espérer pour l'avenir.

sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes de la Fédération anarchiste — PAGE 3 : Editorial, En Bref, Ne dites pas à ma mère..., Procès de Thierry Maricourt, Mort de Mathias Léoni — PAGE 4 : En passant par la Lorraine, F.F.T.L., P.T.T. — PAGE 5 : Talbot — PAGE 6 : Répression et assassinats aux pays Basque — PAGE 7 : Informations internationales — PAGE 8 ET 9 : El Salvador — PAGE 10 : Archives — PAGE 11 : Notes de lecture, Radio-Libertaire, B.D. — PAGE 12 : La Maggie gaulloise.

Soutenez Le Monde Libertaire Souscrivez

F.F.T.L. EN GRÈVE

MERCREDI 21 mars, les syndicats de la Fédération française des travailleurs du livre C.G.T. étaient en grève pour participer à une journée nationale d'action. Comme il était dit dans la résolution du Comité inter-syndical du livre parisien : « A un moment où le patronat de l'imprimerie et de la presse multiplie les remises en cause d'avantages acquis et poursuit une politique de déclin social, il est regrettable que le gouvernement tourne délibérément le dos aux engagements pris depuis mai 1981. (...) Les travailleurs de la presse parisienne sont particulièrement attentifs à la crise de l'imprimerie lourde et de périodiques, au refus

de négociation dans le Labeur, à la casse de l'outil de formation professionnelle qu'était l'I.N.I.A.G. Ils sont partie prenante des actions menées ce jour par toutes les catégories de travailleurs du Livre dans notre pays, mais aussi ils sont solidaires de ceux de la construction navale, de la sidérurgie, des charbonnages, de la fonction publique et de la métallurgie en lutte pour leurs propres problèmes. »

Ce mercredi 21 mars, la presse et le labeur étaient en grève et devaient se réunir vers 15 h au ministère de l'Industrie, rue de Grenelle. Avant, les travailleurs de la presse occupèrent le Salon du Livre pour exiger que l'imprimerie

Montsouris y ait un stand pour expliquer ses difficultés et informer le public des problèmes de l'imprimerie lourde en France.

Jusqu'à rien de très inhabituel pour une manifestation des travailleurs du Livre, mais quand la manifestation de la Presse arriva rue de Grenelle où étaient les banderoles du Labeur, on apprit que les C.R.S. avaient chargé les manifestants. Rien de très grave, mais des esprits échauffés crièrent « Mitterrand trahison ! ». Ça n'allait plus dans le bon sens... Nous on pense que Mitterrand n'a pas trahi, il poursuit son programme qui est de gérer le capital !

Fernand Bernard

P.T.T. EN GRÈVE À PARIS 9^e

PARIS 83, un bureau de poste du 9^e est en lutte depuis plus de deux mois contre son receveur.

Celui-ci, en effet, a voulu imposer un nouveau règlement intérieur, aggravant considérablement les conditions de travail du personnel, et ceci sans aucune négociation évidente. Exaspérés par ces méthodes, les travailleurs se sont mobilisés avec leur section C.F.D.T., refusant d'être des pions sur l'échiquier de l'administration.

Par deux fois, le bureau du receveur a été occupé par les guichetiers. Une pétition, massivement signée, a été adressée à la direction des Postes. L'ensemble du personnel, syndiqués et non-syndiqués, a élaboré avec la section syndicale leur propre « règlement intérieur » en assemblée générale, estimant être mieux placés pour organiser le boulot dans le bureau que le receveur. Pour faire avorter cette agitation grandissante, le receveur a alors fait mine d'accepter une négociation. Après six heures de discussion, il a promis la mise en application du projet du personnel pour le 27 février. Le 24 février, il remet en question cet accord et le dénonce.

Les guichetiers, réunis en assemblée générale, se prononcent alors pour la grève, sous forme d'un débrayage d'une heure par vacation, reconductible chaque jour. Au bout d'une semaine d'action, la direction des Postes de Paris reçoit une délégation de grévistes. Lors de cette audience, une concordance de vue sur les principaux problèmes est apparue entre les deux parties, mais il est vrai qu'au même moment, les travailleurs débrayaient et qu'un préavis de grève de 24 heures était déposé pour le lendemain !

La direction s'est finalement engagée à approuver le règlement des travailleurs avant fin mars. Si à ce moment-là tout est remis en question, les technocrates des P.T.T. auront de nouveau à faire face à la détermination du personnel de Paris 83 qui a pris goût à la lutte contre l'autorité.

Hervé



J.-P. Germain

LONGWY :

en passant par la Lorraine...

DANS quelques jours le gouvernement rendra publiques les premières mesures sur la restructuration de la sidérurgie, nous apprennent les médias. Les travailleurs de Lorraine dont le chèque de fin de mois dépend presque entièrement du métier de l'acier doivent rire jaune, comme si depuis 1979, il n'y avait pas eu de « mesures », comme si le plan acier ne prévoyait pas des milliers de licenciements. Les sidérurgistes de 84 voient dans les faits qu'un changement de gouvernement ne modifie pas les rapports de production et qu'un Etat socialiste ne peut faire que du capitalisme d'Etat. Qui comme tout capitalisme veille aux profits... et « dégraisse » quand il pense que les travailleurs les entravent. François Mitterrand était venu au début de son septennat (13 octobre 81) « saluer les pionniers du changement ». Il en avait même remis, en affirmant qu'il n'y aurait pas de licenciement « sans création préalable d'emploi de remplacement, en qualité et en quantité ».

Il savait que les sidérurgistes, par leur mobilisation, avaient réussi en 1979 à freiner les licenciements prévus par le Plan acier et au lendemain de mai 81, il n'était pas encore nécessaire de leur dire qu'on continuait comme avant, que seule la façade avait été repeinte. Aujourd'hui, le centre de décision en matière de restructuration industrielle est à Paris, doit-on voir un signe dans la volonté de Krasucki de délimiter le problème au bassin de Longwy ? Un accord P.C.P.S. a été signé, fixant à on ne sait quel niveau le « coût » du dégraissage nécessaire, selon eux, pour que l'industrie française marche d'un pas résolu dans la modernité. Mais tout ça, ce sont des accords au plus haut niveau pour que l'unité gouvernementale reste au beau fixe... quand les décisions « politiques » arrivent et qu'il faut appliquer, les rouages syndicaux grincent.

Dans une interview au *Républicain lorrain*, Henri Krasucki a déclaré, au sujet de la sidérurgie, « Nous ne pouvons pas accepter ce déclin. Nous avons combattu pour l'enrayer autrefois, pour une renaissance : la

de la journée interprofessionnelle C.G.T. en Lorraine.

Qu'en est-il véritablement des intentions de la direction confédérale ? Les appels à l'unité contre la politique d'austérité du gouvernement n'ont pas eu

de 50% des voix aux élections professionnelles, donc pas de front commun sans elle. Alors la journée interprofessionnelle du 16 mars n'aura-t-elle été qu'une « kermesse » cégétiste où Henri Krasucki aura affirmé des choses que personne ne croit plus ? Avec en toile de fond les fermetures d'entreprises, comme la tôlerie d'Usinor-Longwy qui a arrêté en décembre dernier alors qu'aucune fermeture n'était « prévue » avant fin 84. Le bassin de Longwy employait encore en 1965, 25 813 sidérurgistes, aujourd'hui 5 900 sur trois usines : Rehon, Mont-Saint-Martin et Senelle ; la fermeture du feuillard de la première est prévue pour cette année !

Dans ce décor qui paraît sans espoir, le groupe « Longwy 1979-1984, même combat » fait des opérations « coup de poing », tentant de dépasser le rituel figé des organisations syndicales : arrêt du train Luxembourg-Paris, blocage de trois convois ferroviaires à Longuyon, occupation des P.T.T. de Longwy... Combat d'arrière garde pour mourir debout ? Face à la tradition ouvrière qui disparaît peu à peu et aux 4 000 chômeurs de Longwy, dont 65% ont moins de 25 ans, que veut faire Henri Krasucki ? Affirmer qu'on est aujourd'hui contre les restructurations « sauvages » et les licenciements qui les accompagnent ne pèse pas lourd, si l'on prétend encore une fois décider à la place des intéressés. Au temps de Lorraine-Cœur d'acier, la radio symbole du combat de 1979, la direction confédérale était directement intervenue pour « casser » cette initiative qu'elle ne contrôlait pas. Il est difficile de remonter la pente, d'appeler à la mobilisation quand on a objectivement contribué à briser l'élan unitaire contre les licenciements. L'avenir nous dira si la solution viendra des appareils syndicaux en place ou d'un front commun sous le contrôle des travailleurs.



modernisation ne peut être le déclin. C'est ce qui a été promis aux travailleurs et c'est le contraire qui se fait. » C'est ce qu'il a répété en d'autres termes au meeting de Longwy, le vendredi 16 mars, point fort

d'écho dans le bassin sidérurgique de Longwy. Ni la C.F.D.T. ni F.O. n'ont participé à ce que d'aucuns ont appelé la « marche krasuckienne ». La C.G.T. représente dans ce qui reste du monde ouvrier de l'acier plus

TALBOT : LES ROBOTS ONT-ILS VOTÉ ?

LES récentes élections de délégués du personnel à Talbot-Poissy permettent d'analyser en partie la façon dont les travailleurs de cette usine ont ressenti le déroulement et le bilan du conflit de décembre 1983, largement évoqué à travers des témoignages directs dans *Le Monde libertaire* et les « Chroniques syndicales » de Radio-Libertaire.

Le syndicat qu'il nous faut ?

Contrairement aux titres de la presse, F.O. n'a pas réussi la percée espérée. Avec 8% des voix (780 votes) dans le 1^{er} collège, elle ne progresse que de 4%. Pourtant beaucoup d'efforts avaient été entrepris, non pas durant la grève où certains de ses membres s'étaient contentés de s'entraîner à lancer de boules, le 5 janvier aux côtés du Parti des forces nouvelles (P.F.N.), mais ensuite, pour rallier une partie des dissidents C.G.T.

Il est vrai qu'ils sont devenus des vedettes ; après les journalistes de *Libération* n'ont-ils pas récemment rencontré Bergeron, flanqué de militants du P.C.I., de l'ambassadeur du Maroc et de représentants de la direction.

N'ayant plus envie de continuer la lutte, ou n'y croyant plus, ils ont sans doute pensé ménager leur avenir en adhérant à un syndicat qui « n'a jamais été le porte-parole des travailleurs immigrés chez Talbot et, d'une manière générale, n'est pas du tout actif » (1).

Parmi les travailleurs, qui ont en général très mal accueilli ce retournement de veste, beaucoup pensent que « ces gens-là défendent des intérêts personnels qui n'ont rien à voir avec la défense de leurs camarades immigrés ». Ils voient bien, que même sans mandat, ils peuvent aller sans contrainte discuter dans les ateliers. En tout cas, ils se sont vite adaptés aux pratiques syndicales de F.O. à Talbot, en tentant de faire des adhésions en échange de primes (de salissure par exemple). Un ancien adhérent immigré de F.O. révèle « lorsque j'étais à F.O., j'obtenais facilement trois prêts sociaux par an ».

Pourtant, malgré tous ces efforts, dans certains bureaux de vote où travaillent ces dissidents, F.O. n'a fait que quelques voix ! Ses voix viennent surtout de travailleurs français souhaitant un syndicalisme « tranquille ». La direction Peugeot a d'ailleurs tenté de renforcer ce mouvement en remplaçant les membres de la maîtrise partis en préretraite par des jeunes, adhérents F.O., venu des usines Peugeot de Mulhouse et Rennes. Elle préfère traditionnellement la « coopération » compréhensive de F.O. aux interventions trop musclées de la C.S.L. Ainsi dans le 2^e collège, F.O. a pu atteindre 20% des voix (près de 500 votes).

Election, trahison ?

Dans le collège ouvrier, la

C.G.T., en perdant 16%, se retrouve à 27,8%. Comment ne pas rapprocher ses 2 700 voix obtenues sur les deux collèges et les quelques 5 000 adhésions faites pendant la « grande révolte » de juin 1982. Elle avait alors acquis une audience, appuyée sur l'attitude courageuse de ses militants sous le « règne » C.S.L. Elle paie ainsi son acceptation de l'accord gouvernement-P.S.A. du 17 décembre qui autorisait 1 905 licenciements.

André Sainjon, secrétaire de la Fédération de la métallurgie, y voyait un « compromis acceptable ». Nora Tréhel, secrétaire

tude se heurtera au blocage absolu des institutions concernées par le conflit, subissant les attaques à boulets rouges — « extrémistes », « irresponsables », « maximalistes », « jusqu'au-boutistes » — venues de la direction, du gouvernement, du P.S., du P.C., de la C.G.T. ; ainsi qu'à bouillons jaunes de la C.S.L.-P.F.N., le 5 janvier.

Pendant cette période, sa popularité parmi les grévistes actifs s'est beaucoup développée. Etaient donc oubliées certaines contradictions entre les positions claires de la section et certaines interventions confédérales avant le conflit. Même la décision de la Fédération générale de la métallurgie C.F.D.T. de stopper la grève, le dimanche 8 janvier, ne semble pas lui avoir fait perdre cette confiance.

Et pourtant elle ne gagne que moins de 4%, rassemblant 11,6%

déroulement de la grève qu'ont pu avoir les travailleurs qui venaient au meeting, discutaient avec les militants et ceux qui l'ont suivie à travers leur journal, leur télévision. Le moins que l'on puisse dire est qu'il y avait des différences importantes.

L'aspect violence, jusqu'au-boutisme, irresponsabilité, habilement mis en avant par les médias a pesé lourd. Malgré toutes ces explications, comment comprendre ces travailleurs qui votent C.G.T. après juin 1982, rallient la C.S.L. aujourd'hui, la faisant progresser de 8% (42% dans le 1^{er} collège) ?

Seuls entre quatre murs ?

Autour d'eux, partout des murs : la direction, le gouvernement, le racisme, la robotique... Alors on pense au re-

Cent ans déjà, coucou nous revoilà !

Sans doute, peut-on penser que les résultats des élections à Talbot auraient été bien différents si le maintien de la C.G.T. dans la lutte et le développement d'une action dans d'autres entreprises et notamment dans l'automobile avaient permis d'annuler tous les licenciements. Se trouve ainsi posé le manque de perspectives actuelles du mouvement ouvrier face aux choix capitalistes entraînant chômage, baisse du pouvoir d'achat et à l'action d'un gouvernement chargé de préserver la paix sociale grâce à l'« écoute » que les partis qui le composent ont parmi les organisations syndicales.

Division, perte d'adhérents, montée électorale d'organisations telles C.G.C., C.F.T.C., il est vrai que le paysage est très noir, alors que seule une action unitaire de grande ampleur semblerait pouvoir enrayer l'offensive patronale actuelle. En tout cas le réformisme, même de gauche, ne semble pas réussir à des organisations syndicales qui se veulent « de classe » : la place est déjà prise par d'autres qui le pratiquent depuis longtemps !

Comment reprendre l'offensive sans retrouver une indépendance qui ne soit pas un vain mot vis-à-vis des partis politiques, redécouvrir ce qu'est réellement la solidarité ouvrière, lutter contre le corporatisme en développant les unions locales trop longtemps étouffées par les directions syndicales, imposer une démocratie rigoureuse permettant aux travailleurs d'exprimer leurs avis ? Ne retrouve-t-on pas là des aspects essentiels mis en avant par Solidarnosc et pour lesquels les anarcho-syndicalistes luttent depuis longtemps ?

Y a-t-il si loin entre un camarade C.G.T. d'une Bourse du travail, un camarade C.N.T. participant aux collectivisations en Espagne, un camarade polonais combattant pour l'auto-gestion ouvrière et un militant immigré de Talbot, inquiet devant l'avenir des luttes dans cette entreprise ? Sans doute aujourd'hui lui manque-t-il l'outil qui pourrait lui redonner confiance, une organisation ouvrière de masse, combative et puissante. Au moins peut-on dire que la conscience de sa nécessité semble progresser. A nous tous de contribuer à la constituer. Sinon autant avouer qu'on accepte le choix du capitalisme.

Serge

(1) Toutes les citations sont extraites d'une brochure *L'Effet Talbot*, réalisée à partir de discussions avec des travailleurs de Talbot et d'une analyse de la section C.F.D.T. Nous recommandons fortement de vous la procurer car ce n'est pas souvent que ce sont ceux qui ont vécu eux-mêmes un conflit qui le décrivent ! Pour se procurer cette brochure, vendue 10 F. on peut s'adresser à l'U.D. C.F.D.T. Yveslines, 8, rue Saint-Simon, 78000 Versailles (tél. 951.25.69.).



de la section C.G.T., verra alors ses interventions accueillies très froidement par les travailleurs, voire huées. Par la suite, la direction de la section C.G.T. se dégagea totalement du conflit. Pensant limiter les pertes à 5%, elle doit aujourd'hui méditer sur les conséquences du suivisme des choix gouvernementaux, imposé au plus haut niveau de la C.G.T. afin de préserver les intérêts de parti de « certains » ministres.

Voter pour le syndicat qui se bat ?

Ces voix perdues sont-elles allées à la C.F.D.T. qui avait déclaré le 19 décembre : « nous avons concrètement évité 1 000 drames ! Mais n'en resterait-il qu'un seul, la section syndicale C.F.D.T. continuerait à se battre de la même manière et avec le même acharnement qu'elle entend se battre pour ramener le nombre de 1 905 à 0 ! » ?

Bien comprise par les travailleurs en grève, cette atti-

ture des voix dans le 1^{er} collège et environ 1 400 voix sur toute l'usine. Il faut bien sûr tenir compte que si les 1 905 licenciés, massivement présents pendant la grève, avaient pu voter, son score aurait été nettement amélioré. D'autre part, une analyse plus fine, bureau de vote par bureau de vote, permet de mettre en évidence un double transfert de voix : C.G.T. vers C.F.D.T., mais aussi C.F.D.T. vers F.O. Citons par exemple un bureau où, sur 615 votants, la C.F.D.T. n'obtint que 24 voix contre 85 à F.O. ! Il s'agit de travailleurs partis en préretraite où beaucoup de français, qui n'ont pratiquement pas vécu le conflit, sont présents. Ainsi, une partie de l'électorat C.F.D.T. qui voyait jusqu'alors en elle un contre-poids à la C.G.T., par anticommunisme pour certains, par l'apparence de syndicat plus « raisonnable » pour d'autres, s'est reporté sur F.O.

Un autre élément important est sans doute la perception de

l'absence de perspectives de participation à la grève. Pourquoi poursuivre un combat sans espoir, sans perspectives ? Déjà 1 905 licenciés ! Et la prochaine charrette peut-être pour bientôt ! Et puis la hiérarchie, les collecteurs C.S.L. insistent sur la nécessité de se tenir à carreau pour éviter d'être sur les prochaines listes. Certains vont accepter de reprendre une carte qu'ils avaient brûlée dans un énorme feu de joie en juin 1982 ! En prime, plusieurs ambassadeurs font bien comprendre qu'une carte C.G.T. ou C.F.D.T. ne faciliterait pas une éventuelle réinsertion dans leur pays (sauf en prison peut-être ?).

Ainsi, une partie des travailleurs de Talbot se sentent à nouveau atomisés, individualisés, incapables d'intervenir collectivement sur leur avenir. Déjà pendant la grève, des travailleurs immigrés demandaient à la section C.F.D.T. comment elle pourrait imposer une réduction du temps de travail dans l'automobile, alors qu'une action ne s'y développait.

NIMES :

LUTTES FONCIÈRES,
PAYSANS
CONTRE SPÉCULATEURS

DANS la périphérie de Nîmes, dans des terres parmi les meilleures du département, deux parcelles sont mises en vente six fois leur valeur agricole, en les morcelant en « jardins familiaux ».

D'abord, Y. Bonfils, vice-président de la Chambre d'agriculture et responsable national du C.N.J.A., chantre du productivisme et de la pêche aux subventions et prêts bonifiés, veut vendre trois hectares en « jardins familiaux ». Début février, le Syndicat des travailleurs-paysans engage une action symbolique en déposant les piquets de bornage et en distribuant des tracts à la Chambre d'agriculture.

Un mois après, à trois cents mètres de là, Solignac, petit bonnetier de choc, proche des milieux du S.A.C. et du S.N.P.M.L., engage la même démarche. Les travailleurs-paysans démarrent l'action sur le terrain le 13 mars et labourent et ensemencent la parcelle, en toute illégalité, et retournent chez Bonfils où ils labourent également la surface promise en jardins familiaux et même les chemins de graviers qui y donnent accès.

Les jardins familiaux sont un besoin légitime des travailleurs les plus modestes — ceux qui le sont moins se ruent vers l'habitat pavillonnaire —, habitant les quartiers populeux des grandes cités. Simplement, aujourd'hui, ces transformations de l'espace sont de justes affaires spéculatives et, de plus, comme ces jardins familiaux mesurent 250 mètres carrés, la S.A.F.E.R. (dont le rôle antispeculatif n'est d'ailleurs pas évident, cf. la Vernède) n'a pas de préemption et ne peut intervenir.

Dans la même zone, plusieurs petits agriculteurs sont expropriés partiellement par une station d'épuration et voient leurs superficies devenir insuffisantes pour assurer leur activité agricole.

Après le labour sauvage mené par une trentaine d'agriculteurs à l'appel des travailleurs-paysans — on se serait cru revenu aux grands moments du Larzac —, nous sommes allés à la préfecture, où un chef de cabinet mielleux nous a reçus en délégation et nous explique que les pouvoirs publics donnaient raison aux travailleurs-paysans sur ce problème foncier, mais que, en attendant, la loi étant ce qu'elle est, rien ne pouvait être résolu dans l'immédiat. Pommade et statu quo.

Dans l'après-midi, le syndicat convia ses adhérents à la séance publique du Conseil général qu'il interrompit au grand effroi des quatre groupes parlementaires. Dans les coulisses, une délégation fut reçue ; on ne fut quand même pas évacué par les flics.

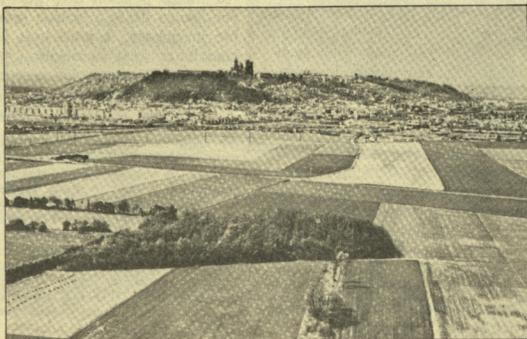
Le projet d'agence foncière départementale, dont le rôle serait de prélever une taxe sur les plus-values (ex. : les terrains à bâtir), fut évoqué, de même que la possible prise en compte par la commune de besoins du genre jardins familiaux. Les travailleurs-paysans insistent là encore sur la priorité du droit d'usage sur la propriété, bref du capital sur le travail.

Dans l'état actuel de notre système économique et juridique, la seule possibilité de limiter les abus des propriétaires est de passer par une médiation avec les collectivités territoriales, ce qui les renforce évidemment, et nous savons très bien que l'étatisation ou la communalisation ne sont pas la voie vers une socialisation de type libertaire.

Il faut être aussi vigilants vis-à-vis des instances départementales et locales que des particuliers spéculateurs ; les exemples de combines foncières sont également nombreuses dans ces institutions.

Les négociations sont en cours, mais avec la mairie de Nîmes, dirigée par Bousquet-Cacharel, patron de choc, et le Conseil général, à majorité P.S., la bataille sera rude. La dynamique syndicale des travailleurs-paysans ne doit pas se relâcher dans cette action foncière si bien démarrée et la représentativité des travailleurs paysans ne sera acquise que dans la foulée des luttes. A suivre...

Alain Crapaud

RÉPRESSION ET ASSASSINATS
AU PAYS BASQUE

LA répression étatique, subie par le mouvement Abertzale dans son ensemble ne s'est pas relâchée ; parallèlement, les barbouzes du G.A.L. continuent d'agir aisément.

Le 25 février, en fin de matinée, Eugenio Gutierrez Salazar, surnommé « Tigre » est assassiné. Il suivait depuis trois mois une « iskastaldi » (stage intensif de basque) dans un petit village de la Soule, Mendi.

Le 1^{er} mars, dans la matinée, Jean-Pierre Leiba est abattu à Hendaye. Ce même jour, aux alentours de 20 h, Didier Laffitte, sympathisant d'Iparretarak, est tué d'une balle dans le dos. Ce meurtre est signé par les flics de Tourré (homologue de Broussard en Corse). Gabriel Mouesca, qui se trouvait avec lui dans la voiture est incar-

À en croire le gouvernement, ce déploiement important de gens casqués et en uniforme, de cars grillagés, ne s'est opéré que pour manifester la volonté de l'Etat d'assurer un minimum de sécurité aux réfugiés. Effectivement, certains d'entre eux, se sentant menacés et suivis, avaient porté plainte au commissariat. Bilan : 6 arrestations en trois mois, perquisitions d'une centaine d'appartements de militants « abertzale », 19 expulsions de réfugiés à l'étranger. Pendant ce temps, les membres du G.A.L. continuent toujours de courir. Le 19 mars, à Biarritz, explosion d'une voiture piégée. Cet attentat, revendiqué par ce commando fasciste, aurait dû entraîner la mort d'un réfugié, mais mauvaise manœuvre oblige, c'est l'assassin qui s'est suicidé.

pour « l'unité nationale et l'arrêt de la violence au pays Basque ».

Ils déclaraient en substance : « Face aux agitateurs du séparatisme se trouve affirmé l'attachement de la population à l'unité nationale et son indignation devant la monstruosité de crimes aussi froidement perpétrés. (...) Les élus des Pyrénées atlantiques s'adressent au gouvernement avec solennité pour lui demander d'user de toutes les rigueurs de la loi afin que soit restauré dans le pays Basque français l'ordre républicain. » (Abil n°18, mars 1984). Ces messieurs craignent pour leur sécurité personnelle peut-être, après les menaces d'E.T.A. envisageant des représailles en Euskadi Nord.

D'autre part, la grève de la faim entamée le 20 janvier par 41 réfugiés et sympathisants pour réclamer l'obtention d'un statut et protester contre les expulsions et assignations à résidence, s'est achevée dans l'indifférence générale le 28 février. Quarante jours de jeûne pour obtenir « l'engagement des autorités politiques de reconsidérer notre problème sur le fond, et la promesse verbale émanant de l'autorité administrative d'apporter des améliorations techniques à notre situation » (Libération du 29 février 1984). Autrement dit, rien, puisque ce ne sont que des accords verbaux et vu l'empressement du gouvernement social-démocrate à respecter ses promesses !...

Quant aux quatre « abertzale » interpellés le 10 janvier alors qu'ils conduisaient des journaliers à une conférence de presse d'Iparretarak, ils sont toujours sous les verrous. Cette détention arbitraire (voir M.L. du 8 mars) les avait poussés à entamer une grève de la faim à laquelle ils avaient mis fin après un mois, vu l'incapacité du mouvement abertzale de leur assurer un soutien efficace (voir encadré).

La situation n'est guère réjouissante donc, mais l'enjeu de la lutte étant plus important que tout, il faut espérer que le mouvement abertzale se resaisira très vite.

Paquita



Une victime des commandos du G.A.L.

céré ; il était recherché depuis le 7 août dernier pour le meurtre d'un policier.

Il faut noter la volontaire incapacité des flics français à retrouver les traces des assassins du G.A.L. Ce n'est certainement pas par manque d'effectifs puisque le pays Basque, peuplé en période estivale par les touristes, l'est depuis le début de l'année par des C.R.S. et des policiers qui patrouillent allègrement dans toute la région.

Cette série d'atteintes au mouvement Abertzale étant encore trop faible aux yeux de la population bien pensante basque, maires, conseillers généraux et municipaux du pays Basque se sont retrouvés à Bayonne le 27 février pour manifester à l'appel de l'Association des élus de Basse Navarre et de Soule. Oubliant leur appartenance à des groupes politiques, droite et gauche n'ont pas hésité à se donner la main

LE mouvement Abertzale légaliste du pays Basque nord, fielleux, divisé par ses querelles internes, appuyé par une action mal ciblée du groupe clandestin Iparretarak (attentat contre la voie ferrée Paris-Madrid à Urrugne), a été incapable de se mobiliser et d'assurer un soutien efficace. C'est l'impasse la plus totale et le terrorisme d'Etat gagne une fois de plus la partie.

Le contraste est flagrant avec le Sud où les nationalistes épaulent sérieusement les pêcheurs d'Ondarroa qualifiés de pirates et d'anarchistes (1). Leurs actions de représailles ont débuté à la suite du sympathique accueil que leur a réservé la marine nationale, alors qu'ils pêchaient dans les eaux territoriales françaises (32 camions ont été incendiés). Par ailleurs, le 21 mars, vers 17 h, une centaine de personnes ont tenté de franchir le pont de la Bidassoa pour atteindre les camions.

Les camionneurs français, qui bloquent les quatre postes-frontière (2) des Pyrénées atlantiques, pourraient bien arrêter leur mouvement après avoir reçu l'assurance d'une indemnisation rapide et de l'escorte de plusieurs hélicoptères et de quelque 600 gardes civils (car ils ne font aucune confiance à la police basque qu'ils accusent de complicité !). Fiterman doit passer des nuits agitées... (vivement le prochain remaniement...).

En outre, les dernières élections du 26 février en Euskadi sud ont montré que le mouvement nationaliste disposait d'un soutien important de la part de l'électorat puisqu'il a obtenu 65% des suffrages exprimés. La coalition Herri Batasuna, branche politique de l'E.T.A. militaire obtient 14,6% et Euskadiko Ezkerra, branche politique de l'E.T.A. politico-militaire, 7,9%.

La tension n'est pas prête de retomber, et on voit mal comment les gouvernements respectifs pourront la régler avec, comme seule arme, la répression. A suivre, donc.

Beltza

(1) Rapporté par Le Monde du 22 mars 1984.

(2) Le Monde du 22 mars 1984.

BELGIQUE

DES ANARCHISTES À L'UNIVERSITÉ

EN cette année bénite de tous les dieux, un certain nombre d'étudiants libertaires ou anarchistes se sont résolus à militer au sein même de leur milieu de « travail » : l'Université !

En établissant une coordination libertaire entre nous, nous espérons voir se développer, aussi bien par la pratique que par la théorie, les théories anarchistes.

Nous, en tant qu'anarchistes, nous croyons que le milieu universitaire n'est pas une tour d'ivoire séparée de la société, mais bien un secteur déterminé par l'ensemble des structures sociales où il se trouve inclus et influencé par les rapports de force qui caractérisent les rapports de classes en ce moment. Ce n'est pas par hasard s'il fait plus chic à l'unif d'être en costard-cravate-Golf GTI que d'être gôchiste ou anar ! C'est l'air du temps !

Nous entendons, par conséquent, mener une action révolutionnaire tout court, persuader que seule une transformation des fondements mêmes de la société capitaliste peut apporter une solution au fond des problèmes universitaires.

Face à l'Etat qui prétend représenter les intérêts généraux de la « nation », nous affirmons que la société reste divisée en

classes sociales aux intérêts irréconciliables du fait même des rôles antagonistes qu'elles jouent au sein même du processus de production. Tant que certains (les bourgeois) posséderont les moyens de production, il en existera d'autres (les prolétaires) qui seront obligés de leur rendre la seule chose qu'ils possèdent : leur force de travail contre un salaire s'ils ne veulent pas crever de faim !

Tant qu'existera ce type de société, existera aussi l'exploitation de l'homme par l'homme !

Enfin, nous affirmons que l'Etat n'est ni neutre, ni indépendant ; il n'existe que pour assurer la domination de la bourgeoisie au moyen de tout l'appareil répressif mis en place : police, tribunaux, gendarmerie, armée, morale, etc.

En tant que futurs exploités, nos intérêts sont fondamentalement les mêmes que ceux du prolétariat.

Ce que nous voulons : c'est la constitution d'une société sans classe par la suppression de la propriété privée des moyens de production et la destruction — définitive — de l'Etat, une société où l'homme (et la femme, coco) ne sera plus l'esclave de son travail, ni l'enfant du travail auquel « on » le destine ! Cette transformation de l'économie que nous proposons en tant qu'anars

n'est pas une fin en soi. Son but est de modifier les rapports que les hommes entretiennent entre eux. Tout le problème révolutionnaire est là !

Les signes d'une révolution accomplie ne se mesurent pas aux modifications qu'ont subies les formes de production ou d'échanges, mais bien aux niveaux essentiels des rapports qui s'établissent entre les hommes à la suite de ces changements de structures. L'économie n'est rien d'autre qu'un moyen. Pour ne pas l'avoir compris, le socialisme marxiste n'a jamais fait de révolution, mais s'est contenté de changer les méthodes d'exploitation des hommes par une autre classe de privilégiés : la bureaucratie.

Pour nous, anarchistes, cette société n'a de socialiste que le nom ; le socialisme libertaire tel que nous, anarchistes, nous l'entendons (Espagne 36, Ukraine 1917-21), même s'il est apparu à certaines périodes de l'histoire, reste à créer et à inventer. Voilà notre but, voilà ce qui nous motive encore en 1984 : la société « parfaite » : l'Anarchie.

Bonne année 84 !

Vassili

(Extrait d'« Alternative libertaire » mars 1984)

SUISSE

EN BREF

La police fribourgeoise va troquer sa vareuse traditionnelle contre un anorak en popeline, doublé d'un tissu en cortex. Ceci, allié aux innombrables périodes militaires que doit effectuer tout citoyen suisse, permet au responsable des armées de claironner que : « L'armée se meut dans le peuple suisse comme un poisson dans l'eau ».

La Convention de Londres rassemble des pays nucléaires et non nucléaires pour débattre de l'immersion des déchets radioactifs. L'Afrique du Sud, les Etats-Unis, le Japon, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suisse s'opposent à la décision de suspension des immersions votée l'année passée. Ces pays proposent de distinguer entre déversement et « stockage » en mer ! Dans cette attente, et tenant à reprendre rapidement ses déversements, le gouvernement suisse a fait aménager un dépôt provisoire de déchets à Würenlingen, sur le site de l'Institut fédéral de recherches en matière de réacteurs nucléaires ; de cette façon pas besoin de recourir à la procédure d'autorisation.

Onze filles et neuf garçons d'Ecublens sont restés 63 heures avec leur instituteur dans un abri antiatomique. Ils se sont dits enchantés de leur séjour dans le monde des taupes. Cette expérience s'est déroulée dans un vaste abri comprenant un réfectoire, des sanitaires, une cuisine et des dortoirs... le grand luxe en matière de protection civile ! Une nouvelle race de colos ?



Nouvelle tenue pour les policiers suisses.

A.F.P.

NOUVELLES D'URUGUAY

LE gouvernement militaire uruguayen présidé par le général Gregorio Alvarez a dû faire face ces dernières semaines à une importante activité politique et syndicale dans laquelle les organisations intégrées au « planario inter-sindical de trabajadores » (P.I.T.) ont joué un rôle prépondérant.

La grève du 18 février lancée par le P.I.T. démontre la capacité de mobilisation des syndicats. La paralysie quasi complète de l'activité productrice du pays a provoqué quelques changements au sein du gouvernement.

Pendant que le ministre du Travail, Nestor Boletini, semble partisan de discuter avec les dirigeants syndicaux, le président Alvarez impose sa volonté et décide de proscrire le P.I.T.

Les moyens répressifs contre les travailleurs s'étendent à la

presse d'opposition ; c'est ainsi que les éditions hebdomadaires *Aqui*, *Opinar* et *Busqueda* furent saisies pour ne pas s'être soumises à la censure.

Au même moment, le gouvernement décide d'amplifier la censure sur la presse, notamment à propos des thèmes économiques et sociaux, en diminuant les rares espaces d'expression de l'opposition.

La mobilisation des travailleurs est venue changer les plans du gouvernement militaire et provoquer l'inquiétude parmi les leaders politiques des partis autorisés. Selon l'opinion de quelques dirigeants de la classe politique traditionnelle, la démonstration de protestation des travailleurs sert la cause du gouvernement militaire. Plus concrètement, les prétentions du général Alvarez de prolonger son mandat l'ont poussé à annuler les élections

initialement prévues pour novembre prochain.

Plusieurs changements à l'intérieur du gouvernement retiennent l'attention. La désignation du général Boscan Hontou est perçue comme un renforcement du pouvoir et des prétentions d'Alvarez. Cependant, le général Aranco, à la retraite en juin prochain, sera remplacé par le général Hugo Medina, un convaincu de la nécessité d'accomplir un retour à la démocratie.

D'autres changements sont prévus. Ces différentes modifications au sein du commandement augmentent les incertitudes sur la destinée finale imposée par les propres militaires contre l'immense majorité de la population uruguayenne. A remarquer sur la scène politique uruguayenne la présence de plus en plus déterminante des travailleurs organisés.

ITALIE

COMMUNIQUÉ

LE 17 septembre 1983, Giuseppe Ruzza (60 ans) et Delfina Stefanuto (53 ans) ont été arrêtés à Gattinara, accusés de « participation à bande armée », accusation consignée sur un faisceau d'indices extrêmement faibles (voir *Le Monde libertaire* n° 521 et 522).

Après six mois de détention préventive et l'achèvement de l'instruction, la demande de mise en liberté provisoire, présentée par les avocats Cardinali et Guidetti Serra, a été refusée par le juge de Turin, Franco Giordana.

Cette décision a été prise sans tenir compte de l'âge avancé et de l'état de santé de Giuseppe et de Delfina, malgré un volumineux dossier médical déposé auprès des directions des prisons de Novarra, Vercelli et St-Vittore de Milan.

Amnesty international a été informée des conditions « particulières » de détention de nos deux compagnons anarchistes. Comite Pro-agitatore

1er MAI AUX ETATS-UNIS

M AI 1986 marquera le centième anniversaire de l'affaire des martyrs de Chicago. Le Premier Mai n'a de signification qu'à cause de la répression brutale qu'a subi le mouvement ouvrier à Chicago en 1886, répression dont le point culminant fut l'assassinat de cinq anarchistes. L'affaire des martyrs de Chicago est un exemple parfait qui montre que l'Etat et le Capital considèrent l'anarchisme comme une menace sérieuse pour leur pouvoir.

Il est important pour les révolutionnaires de s'en souvenir car, bien que nous soyons peu nombreux actuellement, d'autres policiers, comme le capitaine Bonfield de Chicago, apparaîtront dès que nous serons plus forts ; alors nous devrons de nouveau faire face à la justice, à la prison et à la mort.

1986 marquera aussi le cinquantième anniversaire de la Révolution espagnole. En 1936, le cinquantième anniversaire de l'affaire des martyrs de Chicago avait rassemblé des milliers de personnes à Chicago, y compris des compagnons espagnols. Dans le but de commémorer ces événements et de rassembler le plus possible de compagnons pour se rencontrer, faire des projets, échanger des nouvelles, des idées ou faire de la propagande, nous proposons un rassemblement anarchiste à Chicago, du 28 avril au 1er mai 1984 pour :

- faire des projets pour 1986 ;
- préparer et coordonner les manifestations anti-électorales et la campagne contre les élections américaines de 1984 ;
- se rencontrer et faire connaissance les uns avec les autres.

Ce rassemblement est organisé conjointement par les groupes signataires qui sont ouverts à toutes idées et suggestions.

- Autonomy Center (Impossible Books), Chicago.
- Mid-Hudson Associates, Rosendale, New-York.
- Friends of Liberty, W. Nyack, New-York.
- Wooden Shoe Books, Philadelphie.

La guerre civile continue de s'aggraver dans ce minuscule pays d'Amérique centrale où la guérilla combat sans relâche, depuis plusieurs années, un pouvoir à la botte des grands propriétaires terriens et soutenu, inconditionnellement par les Etats-Unis. Des élections présidentielles devaient avoir lieu le 25 mars qui n'ont d'autre but que de légitimer la terreur et les massacres orchestrés par un gouvernement doté d'une étiquette « démocratique ».

Situation économique et sociale

- Population totale : 4,6 millions d'habitants.
- Population rurale : 60% dont 37%, seulement, travaillent toute l'année (la moyenne par an et par personne est de 141 jours).
- Population urbaine : 40% dont 60% est au chômage ou sous-employée.
- Taux d'analphabétisme : 42,9%.
- Taux de mortalité infantile : 58,3%.
- Propriété terrienne : 2% de la population se partagent 60% des terres arables. En moyenne, un propriétaire reçoit, chaque jour, le revenu de 6 968 familles.
- Principales productions : café, coton, canne-à-sucre.

Quatorze familles contrôlent la vie économique et sociale du pays, tandis que plus de la moitié des Salvadoriens ne disposent pour vivre que de moins de 480 dollars par an. C'est par l'intermédiaire de cette oligarchie que les grandes sociétés américaines ont jusqu'à présent exercé leur influence au Salvador. Depuis le début de la guerre, le niveau de la vie s'est considérablement détérioré. Selon la Banque centrale, « le pays a fait un bond de vingt ans en arrière ». Les fuites de capitaux, qui ne cessent de s'amplifier, provoquent la fermeture des entreprises et l'augmentation du chômage. Devant la priorité absolue de la guerre, le gouvernement a opéré des coupes sombres dans les budgets sociaux, déjà bien maigres, ceci venant s'ajouter à la politique d'austérité recommandée par le Fonds monétaire international (F.M.I.). Aujourd'hui l'économie est au bord du gouffre et ne survit que grâce à l'aide nord-américaine.

1979 : début de l'affrontement final

C'est à partir de 1979 que la situation politique se radicalise. La mobilisation constante des organisations populaires provoque un recul provisoire du pouvoir et aboutit au renversement du général Romero, alors en place. De jeunes officiers libéraux prennent alors les rênes du gouvernement. Mais ce coup d'état ne modifie la situation en rien.

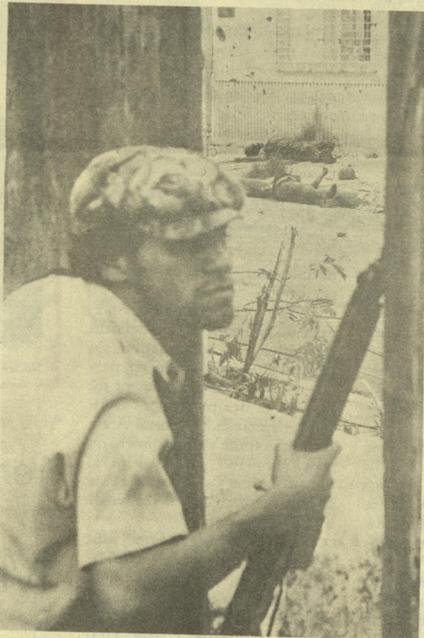
Les partis démocrates participant au nouveau régime deviennent les complices de la répression, ce qui les poussera à quitter le gouvernement. Seule la Démocratie chrétienne reste alors au pouvoir avec les partis réactionnaires de l'Arena et du Paisa. Pour sa part, l'archevêque Mgr. Romero prend clairement position en faveur du peuple, proclamant que « la violence est justifiée face à la répression ». Cette déclaration marque le début d'un affrontement entre l'Eglise et le pouvoir qui durera jusqu'à l'assassinat de l'archevêque.

L'année 1980 est marquée par l'unification de l'ensemble des organisations politico-militaires qui forment désormais le Front Farabundo Martí de libération nationale (F.M.L.N.) et par celle des organisations de masse sous la bannière du Front démocratique révolutionnaire (F.D.R.).

Les Etats-Unis, dans leur volonté de démocratisation et de réforme des régimes d'Amérique centrale, appuie le projet de réforme agraire de la Démocratie chrétienne pour contenir le mouvement révolutionnaire. En effet, l'injuste répartition des terres constitue une des principales sources de mécontentement du peuple et donc un puissant motif pour que les paysans rejoignent l'opposition armée. Roy Prosterman, agent de la C.I.A. et conseiller de la junte salvadorienne, affirmait en mars 1980 que « si les réformes sont menées à bien, le mouvement armé de la gauche sera éliminé à la fin de 1980 ». Ce projet est financé, pour la majeure partie, par les Etats-Unis et quelques organismes internationaux. La première phase concernait toutes les propriétés agricoles de plus de 500 hectares et leur transformation en coopératives d'Etat. La deuxième phase déterminait l'expropriation de toutes les propriétés entre 150 et 250 hectares. Et la troisième phase annonçait que les métayers deviendraient propriétaires de leurs lopins de terre si ceux-ci ne dépassaient

pas 7 hectares. La transformation en coopératives des anciennes propriétés devait favoriser la militarisation sociale, comme l'avait dénoncé Mgr Romero lors de l'une de ses homélies : « la réforme agraire s'est présentée comme une action politico-militaire des forces armées qui peut entraîner une militarisation progressive des haciendas occupées par l'armée, elle permettra ainsi un contrôle et une systématisation de la surveillance et de la répression, dirigée fondamentalement contre les forces populaires ». Tout cela s'est révélé exact, puisque les coopératives sont contrôlées par le groupe d'extrême droite Orden.

L'assassinat de Mgr Romero, le 24 mars 1980, déclenche un retournement historique de la hiérarchie cléricale. En effet, ses successeurs ne suivront pas ses engagements face à l'escalade de la violence et se contenteront de souhaiter l'ouverture d'un dialogue entre les



forces antagonistes. Une rupture s'opère donc avec bon nombre de communautés de base, restées fidèles à l'ancien archevêque, et qui participent de plus en plus à la lutte armée.

Les mouvements de grèves se heurtent alors à une répression sans précédent, si bien que le mouvement populaire se voit contraint de disparaître des rues et de passer dans la clandestinité, laquelle est peu compatible avec un travail revendicatif et les mobilisations publiques. Un climat de guerre civile s'installe définitivement. L'armée et la police sont partout pour protéger ce qui risque de faire l'objet d'un sabotage ou d'un attentat : les ministères, les banques, les usines, les ponts, les stations électriques, les champs de coton et de café et, bien entendu, les quartiers riches de San Salvador.

Début 1981, la guérilla lance une offensive qui n'aboutira pas, les forces armées ayant réussi à réduire, dès le mois de mars, la scène des combats aux cinq départements où les guérilleros avaient consolidé leurs positions. L'échec de cette offensive est dû, en partie, à la faible participation ouvrière qui devait accompagner l'opération. L'armée fait tout son possible pour couper la population des révolutionnaires ; avec ses quotas quotidiens de crimes et d'arrestations, elle cherche à provoquer l'exode massif des paysans hors des territoires disputés. On estime à près de 500 000 le nom-

EL SALVADOR : CHRONIQUE DE LA LUTTE D'UN PEUPLE

bre de réfugiés qui ont dû fuir leur lieu d'habitation et se rendre soit dans les grandes villes du Salvador, soit dans les pays limitrophes et au Mexique. Selon les organismes humanitaires, la grande majorité des assassinats et des tortures est le fait des nombreux groupes paramilitaires que la classe au pouvoir finance. Le gouvernement bénéficie également du soutien de l'armée hondurienne qui participe de temps à autre aux assauts contre les positions du F.M.L.N. Malgré tous les moyens qui sont en œuvre, les forces gouvernementales n'arrivent pas à reprendre l'initiative face à la guérilla.

Une aide américaine décisive

« Seuls les Salvadoriens peuvent combattre dans cette guerre, nous pouvons les aider en leur donnant la formation et le matériel dont ils ont besoin pour accomplir la tâche eux-mêmes » avait déclaré le président Reagan lors d'une allocution à propos d'une intervention américaine, et nous ne doutons pas un seul instant que ce brave homme fasse tout son possible ! Durant l'année 1982, l'administration républicaine poursuit la modernisation des troupes salvadoriennes : préparation de trois bataillons d'élite de 2 500 hommes chacun, livraisons d'hélicoptères, de chasseurs-bombardiers et de pièces d'artillerie lourde, modernisation des systèmes de communication, et enfin formation d'officiers spécialisés dans la guerre bactériologique dans les bases du canal de Panama. Les conseillers américains cherchent avant tout à donner à cette armée une plus grande mobilité.

En juin 1982, est annoncé le début de l'offensive générale contre la guérilla. Les trois nouveaux bataillons se lancent contre les positions adverses, mais, après douze jours de combat, ils seront contraints de se retirer. Néanmoins, on estimait, du côté américain, que « les tactiques de contre-guérilla devraient suffire pour garder le contrôle de la situation militaire ». En effet, l'avancée de la guérilla sera provisoirement interrompue. Celle-ci fera pourtant preuve d'une bonne coordination entre les différents fronts, lors de sa campagne de septembre 1983, et qu'elle est désormais dotée d'une véritable puissance de feu par l'utilisation de mortiers et de mitrailleuses lourdes récupérées sur l'ennemi — comme la quasi-totalité de son armement.

La fin du mois de septembre 1983 est marquée par une impressionnante manifestation paysanne en faveur de la réforme agraire, paralysée par la main-mise de l'Arena sur le ministère de l'Agriculture et sur le gouvernement depuis leur victoire électorale de mars 1982 qui a exclu la Démocratie chrétienne du pouvoir. En décembre, l'assemblée constituante signe l'arrêt de mort de cette réforme en fixant à 245 hectares la superficie maximale que peut détenir une personne. La barre est si haute que seulement 2,5% des terres arables sont désormais susceptibles d'être confisquées. Des 300 000 familles de paysans, soit deux millions de personnes recensées en 1980, seulement 80 000 d'entre elles ont bénéficié des première et troisième phases du projet. La deuxième phase, quant à elle, n'a jamais été appliquée puisqu'elle touchait le cœur des intérêts de l'oligarchie. En fait, les 4/5 des terres n'ont pas été touchées par ce projet. Si cette mesure avait été promulguée, pour tenter d'endiguer l'avancée de la guérilla, les rivalités internes de la classe dirigeante ont fait avorter cet essai de règlement du conflit. L'aile la plus réactionnaire a imposé sa méthode : la force brutale. C'est ainsi que soldats et paramilitaires n'ont jamais cessé d'expulser des milliers de paysans qui s'étaient installés sur les terres.

Vers un basculement de la situation

Le début de l'année 1984 voit une reprise des activités des guérilleros qui s'est soldée par la destruction d'un centre de communications couvrant toute la par-

tie orientale du pays, l'attaque contre la caserne stratégique d'El Paraiso, construite récemment selon des plans américains et considérée, par certains experts, comme imprenable. Le plus important pont sur lequel passe la route panaméenne a également été détruit.

La tactique de harcèlement qui consiste à détruire des objectifs militaires et à provoquer la destabilisation nationale par le sabotage a atteint son objectif puisque la production est totalement désorganisée, San Salvador ne dispose plus que de 50% de l'énergie dont elle aurait besoin et toutes les lignes téléphoniques d'importance stratégique ont été mises hors d'usage.

L'armée est placée devant une situation difficile en ce qui concerne sa mobilité et le contrôle de l'espace qu'elle occupe. Elle ne cesse de céder du terrain et elle est contrainte d'engager ses forces dans la défense de zones stratégiques. Pour freiner les offensives des forces révolutionnaires, la politique de terreur contre la population a pris une nouvelle ampleur : le napalm et le phosphore blanc sont utilisés contre les villages et les fronts de guerre. Transformer les zones sous contrôle de la guérilla et une grande partie du Salvador en champs de ruines est maintenant une menace à prendre très au sérieux.

Les soldats ont de plus en plus tendance à se rendre pendant — et parfois même avant — les combats. Ce résultat, préoccupant pour l'état-major, est dû au fait que, depuis le début des affrontements, les rebelles remettent leurs prisonniers en liberté ou les livrent à la Croix rouge. D'autre part, les pertes que l'armée subit l'ont obligé à recourir au recrutement forcé, ce qui affaiblit considérablement sa combativité et son moral.

On s'aperçoit qu'aujourd'hui l'état-major hésite à envoyer des renforts aux troupes en difficulté.

Malgré les échecs successifs de ses plans militaires et politiques, Reagan persiste : il prévoyait la neutralisation de la guérilla pour le début de cette année, afin de la contraindre à participer aux élections de mars. Force est de constater que non seulement cet objectif n'est pas atteint, mais que la situation militaire bascule lentement en faveur de l'opposition armée. Les Etats-Unis poursuivent donc leur politique agressive et augmentent le montant de l'assistance militaire. Reagan a récemment mis son veto présidentiel à un projet subordonnant le maintien de l'aide au Salvador à l'amélioration des droits de l'homme. A propos de l'éventualité d'une intervention directe, il a d'ailleurs précisé qu'« un président ne devrait jamais dire "jamais" ». Prétextant que la sécurité des Etats-Unis est en jeu et que « si le gouvernement tombait aux mains de la guérilla, le Costa-Rica, le Honduras, Panama, tous les pays suivraient », il est prêt à cautionner n'importe quelle tuerie. L'ancien ambassadeur américain à San Salvador a récemment révélé que son pays savait, depuis trois ans, que le major d'Aubuisson avait fait assassiner Mgr Romero et qu'il connaissait les riches Salvadoriens qui organisaient et finançaient les escadrons de la mort.

Election du 25 mars : et après !

Ces élections présidentielles voient s'opposer les deux mêmes candidats qu'en 1982, Napoléon Duarte et le



major d'Aubuisson. Quelque soit le résultat de cette consultation, il est clair qu'elle ne modifiera en rien la situation catastrophique dans laquelle vit le peuple salvadorien. La Démocratie chrétienne a largement prouvé, lorsqu'elle était au pouvoir entre 1980 et 1982, qu'elle menait la même politique de répression que les partis réactionnaires. De son côté, le F.M.L.N.-F.D.R. a annoncé, en février dernier, qu'il était prêt à faire partie d'un gouvernement provisoire à large participation et à entamer des négociations en vue d'un cessez-le-feu, proposition assortie de plusieurs conditions dont la levée de l'état-de-siège et le départ des conseillers américains. Cette conditions est inacceptable pour les Etats-Unis pour la simple raison que l'armée salvadorienne est incapable, seule, de faire face à la guérilla. Celle-ci veut négocier ses propositions avec les autorités en proposant un processus qui comprendrait :

- la négociation d'un cessez-le-feu ;
- l'organisation d'une armée nationale unique, à partir des forces du F.M.L.N. et d'éléments gouvernementaux épurés ;
- la constitution d'un gouvernement provisoire qui soit disposé à éliminer le régime oligarchique ;
- l'organisation d'élections générales une fois détruit l'appareil de répression et posé le fondement d'une véritable démocratie.

On peut douter que le pouvoir, au main de l'extrême droite soit disposé à négocier de telles propositions, celles-ci impliquant leur propre disparition de la scène politique et allant à l'encontre des intérêts nord-américains. Un règlement négocié reste donc très improbable dans la situation actuelle.

Vie quotidienne dans les zones libérées du Salvador

Depuis septembre 1983, les forces de la guérilla opèrent dans neuf des quatorze départements. Elle a consolidé ses positions dans l'est et le nord du pays, ce qui représente environ 20% du territoire, et 60 municipalités sur 260. Elle dispose d'une radio, Radio Venceremos, qui émet depuis déjà plusieurs années et permet de faire de la contre-information.

Dans les régions où l'armée s'est retirée définitivement, la vie s'est réorganisée. Mise à part la présence de la guérilla, se sont créés des milices locales et un pouvoir populaire local. Une des tâches les plus importantes qui leur incombent est bien entendu la défense contre toute attaque éventuelle. Il existe une structure de base, l'assemblée populaire à laquelle participe la population d'un hameau (15 familles environ), qui propose et élit démocratiquement les membres de la direction du pouvoir populaire. Cette direction locale est composée de 4 à 6 personnes selon l'ampleur des activités à réaliser. Les assemblées de base se réunissent tous les huit jours pour parler des problèmes, proposer des plans de travail, répartir les tâches. De leur côté, les responsables de chaque communauté se réunissent une fois par mois pour étudier les besoins généraux et coordonner les tâches de production, distribution et autres. Des réunions de ce pouvoir populaire ont lieu au niveau national, mais en raison de la guerre, elles ne peuvent se tenir régulièrement.

La population participe aux activités de guerre, tant sur le plan offensif (fabrication d'armes artisanales, pièges, barricades) que sur le plan défensif (construction de refuges contre les bombardements). L'objectif prioritaire de la production est de satisfaire les besoins essentiels de la population civile et des combattants. Les habitants sont organisés en brigades de production et de ravitaillement. Les villages vivent pratiquement en autarcie malgré le peu de productivité et des trocs sont effectués entre les différentes zones libérées. Si l'une d'elles est attaquée, les autres lui fournissent ce dont elle a besoin. A part ce que sèment les collectifs, il y a les réquisitions dans les villages attaqués, dans les habitations appartenant à l'ennemi. Les plus graves problèmes sont causés par les offensives de l'armée. Dans certaines régions, les bombardements ravagent les récoltes, tuent les animaux, détruisent les greniers. L'épandage de produits toxiques atteint les cultures, le bétail et rend l'eau impropre à la consommation. Les zones libérées souffrent cruellement d'un manque d'approvisionnement (aliments, médicaments...).

Les Etats-Unis sont les premiers responsables de la situation actuelle au Salvador. Ils soutiennent à bout de bras un gouvernement réactionnaire contre une opposition qui a dû recourir à la lutte armée pour un programme aux objectifs réformistes bien timides. Mais voilà, cette opposition a le tort de se déclarer non-alignée et refuse que le Salvador dépende de tel ou tel trust agro-alimentaire. De plus, une victoire de la guérilla au Salvador, ajoutée à l'existence du Nicaragua sandiniste, encouragerait les autres mouvements de guérilla dans toutes l'Amérique latine. Ce qui est inadmissible pour une puissance impérialiste comme les Etats-Unis d'Amérique.

Jean-Claude
Gr. Kropotkine



Le F.M.L.N.-F.D.R.

Ces deux fronts révolutionnaires sont la résultante d'un processus d'unification effectué depuis plusieurs années. Constitution du F.M.L.N. :

- F.P.L., Forces populaires de libération nationale, nées en 1970 ;
- E.R.P., Armée révolutionnaire du peuple, née en 1970, composée de chrétiens sociaux en majorité ;
- F.A.R.N., Forces armées de la résistance nationale ;
- P.C.S., Parti communiste salvadorien.

Le F.D.R., quant à lui, représente les organisations de masse démocratiques, progressistes et révolutionnaires du pays en lutte contre le pouvoir actuel.

Programme du gouvernement démocratique révolutionnaire

- Il garantira la souveraineté et l'indépendance nationale, préservera et défendra l'autodétermination du peuple salvadorien.
- Il réalisera les réformes économiques et sociales qui assureront une juste distribution de la richesse, le droit à la culture, à la santé, à l'exercice effectif des droits démocratiques.
- Il appliquera une politique internationale de paix et de non-alignement.
- Il créera une armée de type nouveau, composée par l'armée populaire révolutionnaire et par les troupes, secteurs et individus honnêtes de l'armée actuelle.
- Au sein du gouvernement, seront représentés démocratiquement tous les secteurs populaires, démocratiques et révolutionnaires qui auront contribué activement au renversement de la dictature fasciste.
- Il appuiera toutes les entreprises privées qui favorisent le développement économique en appliquant son programme.
- Il garantira la liberté de croyance et le libre exercice des cultes religieux.

LÉGALISER UN ÉTAT DE FAIT

LE 21 mars 1884, en France, les syndicats professionnels sont légalisés après un long débat dans les coulisses parlementaires (1). Ainsi la bourgeoisie « éclairée » constatait un état de fait : l'existence de groupements spécifiques ouvriers.

Malgré la loi Le Chapelier de 1791, interdisant les associations ouvrières, la loi de 1872 mettant hors-la-loi l'Internationale après la Commune, des sociétés de secours mutuel, des sociétés de résistance, des chambres syndicales existaient et se battaient contre l'arbitraire patronal. Citons pour mémoire la manifestation qui se déroula le 9 mars 1883 à Paris sur convocation du syndicat des menuisiers et qui entraîna les arrestations de Mareuil, Pouget (le futur secrétaire adjoint de la C.G.T.) et Louise Michel (2). Cette législation fut assez mal reçue par les syndicats et organisations ouvrières de l'époque (3), très réticents vis-à-vis des concessions de la bourgeoisie qu'ils soupçonnaient d'arrière-pensées politiques, à juste raison d'ailleurs (4).

Cette absence d'enthousiasme peut expliquer le peu de motivation des organisations syndicales C.G.T. et C.G.T.F.O. à commémorer ce centenaire bien particulier. Seule la C.F.D.T. appelle ces syndiqués à fêter dignement l'événement comme étant le centenaire du syndicalisme, ce qui est manifestement faux (5). Edmond Maire va jusqu'à effectuer le parallèle entre la loi de mars 1884 et les lois Auroux de 1932, pauvres lois Auroux !

A se demander si la direction de la C.F.D.T. ne veut pas faire oublier ses origines cléricales (6), via la C.F.T.C. créée en 1919 et les expériences « syndicales » (7) de la Tour du Pin, d'Albert de Mun et de Léon

Hamel au cours de ces mêmes années 1880 —, en commémorant aujourd'hui l'octroi de ce droit d'association.

En passant, il ne faudrait pas oublier que cette loi très libérale de 1884 n'autorisait pas pour autant les syndicats d'agents de l'Etat ni les autres associations tels les cercles d'études sociale. Pour celles-ci, il a fallu attendre la fameuse loi de 1901 ; quant aux fonctionnaires, ils conquièrent la liberté d'association, comme les ouvriers, en l'imposant.

Pour illustrer l'histoire de la naissance tourmentée du syndicalisme, nous publions dans le cadre de cette page « Archives » des extraits de la brochure A.B.C. du syndicalisme rédigé par l'anarchiste Georges Yvetot, successeur de Pelloutier au secrétariat des Fédérations des bourses du travail et responsable de la C.G.T. Ce texte fut écrit en prison, une des conséquences de la grève de Draveil-Vigneux.

Jean-Marc Gr. Fresnes-Antony

- (1) Pour plus de précisions, voir le Monde libertaire n°522.
- (2) Le mouvement anarchiste en France de Maitron, tome 1, en vente à la librairie du Monde libertaire, 90 F.
- (3) Voir Les fondateurs de la C.G.T. à l'épreuve du droit de Bance, en vente à la librairie du Monde libertaire, 50 F.
- (4) Lire la circulaire Waldeck-Rousseau citée dans le M.L. n°522, et dans l'ouvrage de Bance.
- (5) Ceci dans tous les textes à diffusion large, la C.F.D.T. est plus réaliste dans sa revue théorique C.F.D.T. aujourd'hui n°66, revue qui donne à l'occasion de ce numéro la parole au P.D.G. de B.S.N.
- (6) Cléricisme moderne et mouvement ouvrier par Marc Prévotel, Volonté anarchiste n°20/21, en vente à la librairie du Monde libertaire, 25 F.
- (7) Les guillemets sont nécessaires. En 1906, l'Union des associations ouvrières chrétiennes ne prenait-elle pas à son congrès de Lourdes une position favorable aux syndicats jaunes, in Le mouvement ouvrier 1815-1977, réflexion C.F.D.T.

COUP D'OEIL RAPIDE SUR LES PRINCIPALES LOIS OUVRIÈRES

LA loi de 1884 sur les syndicats n'est pas autre chose que la permission donnée aux ouvriers de se syndiquer lorsqu'ils le sont. Cette loi pensait canaliser l'action ouvrière ; elle n'y a pas réussi.

La loi de 1898 sur les accidents du travail qui s'élabore en dix-huit années est si bien faite, si utile à l'ouvrier, si compréhensible, qu'il faut l'expérience et le dévouement des militants syndicalistes pour que les victimes d'accidents du travail ne soient pas aussi celles des agents véreux et des médecins d'assurances.

La loi sur la Prud'homie n'empêche pas le patron condamné à payer ce qu'il doit à son ouvrier de recourir, par demande reconventionnelle, au tribunal civil qui lui donne toujours raison. Si le juge de paix intervient, c'est rarement en faveur de l'ouvrier ou de ses ayants droit.

La loi d'interdiction du travail de nuit aux femmes et aux enfants est appliquée partout... sauf chez les patrons qui demandent et obtiennent des dérogations à la loi, selon leurs besoins, ou qui la violent aisément grâce à la corruption facile des inspecteurs du travail. Les résultats sont identiques pour la loi de dix heures et pour toutes les autres. Enfin, la loi sur les retraites ouvrières est une escroquerie.

Yvetot, 1908.

EXTRAIT DE « L'A.B.C. DU SYNDICALISTE »

Qu'est-ce qu'un syndicat ? C'est la forme moderne qu'ont adoptée les ouvriers pour s'entendre et se grouper, afin de lutter contre leurs exploiters, en vue de défendre et d'améliorer leur situation matérielle et morale.

Très rapidement, jetons un coup d'œil sur les causes économiques qui incitent, qui obligent les ouvriers à se grouper. Le salariat est, on l'a dit, la dernière forme de l'esclavage.

L'industrialisme s'est prodigieusement développé pendant le dernier siècle. Le machinisme a tant progressé, grâce

libre de nourrir sa femme et ses enfants... si son maître le lui permet ! (...)

Que de lieux infernaux l'on pourrait citer où la femme et l'enfant eux-mêmes sont encore exploités d'ignoble façon.

La Révolution française, en supprimant les « privilèges » n'améliora guère le sort des producteurs de toute la richesse sociale. Au contraire, elle édicta des lois interdisant aux ouvriers de se grouper pour la défense de leurs intérêts.

Ainsi, rien ne s'opposait à l'arbitraire exploitation des travailleurs et tout favorisait l'union des exploités entre eux. Mais bientôt il y eut des velléités d'organisation et de résistance parmi les ouvriers. Ceux-ci avaient compris qu'à la force organisée de ceux qui profitaient de leur travail, devait nécessairement répondre la force organisée des exploités.

C'est ainsi qu'aux Sociétés d'actionnaires, qui étaient des syndicats d'intérêts patronaux tendant à faire produire le plus possible pour le moindre salaire, vinrent s'opposer les Sociétés de résistance aux exigences patronales, les groupes de défense des salaires ou Syndicats d'intérêts ouvriers tendant à obtenir le meilleur salaire pour le moins de travail possible.

Les régimes politiques différents, les gouvernements se sont succédés pendant plus d'un siècle, mais aucun ne fit plus que son devancier en vue du bien-être et de la liberté des ouvriers des villes, des travailleurs des champs et de la mer. L'ignorance et la résignation du Peuple expliquent l'indifférence des gouvernants à son égard.

Pourtant, sous la poussée des idées et des revendications sociales, et plus encore sous la poussée de la misère, croissante avec le progrès de l'outilillage et de la surproduction, il y eut en France des Révolutions politiques, des émeutes populaires dans les faubourgs des grandes villes.

Enfin, les Syndicats ouvriers se constituèrent en France, malgré les lois d'oppression ouvrière. Ils prirent une telle extension vers la fin du dix-neuvième siècle que, n'osant plus tenter leur destruction, les législateurs durent les sanctionner en les réglementant.

Mais bientôt, devant la multiplication des Syndicats, des

facteurs de division et de déviation se remarquèrent parmi eux. Mutualistes, d'une part, politiciens, d'autre part, se disputèrent la direction des Syndicats. Les mutualistes tentaient de faire des Syndicats des instruments de paix sociale. Les politiciens voulaient les faire servir à leurs intérêts électoraux. D'une façon comme de l'autre, c'eût été la fin du principe syndical s'il ne s'était trouvé des hommes pour arracher le Proletariat à ces dangers, qui ne sont pas encore disparus.

En ces dernières années, l'organisation syndicale s'est affermie. La lutte sur le terrain économique est de tous les jours. Les améliorations désirées se précisent et elles s'accroissent à peu près toutes par l'action directe.

Un syndiqué sait aujourd'hui qu'en principe une amélioration n'est réelle pour les exploités que si elle est prise au préjudice direct des exploités, sans qu'il y ait répercussion du préjudice sur les ouvriers consommateurs.

Les augmentations de salaires ne sont rien si elles ne correspondent pas à des diminutions d'heures de travail.

Le salaire est chose relativement secondaire, puisque les vivres, les vêtements, les loyers, sont toujours augmentés en proportion des salaires. Il arrive même que tout augmente sauf les salaires : c'est alors que le Syndicat est utile pour les faire augmenter.

En revanche, la diminution des heures de travail, c'est l'acquisition indispensable d'un peu de mieux-être, d'un peu de liberté, d'un peu de bonheur. Quant aux lois ouvrières dont on parle tant — surtout aux époques d'élection — elles sont un leurre, si le Peuple ne compte que sur sa souveraineté dérisoire pour les obtenir. Les lois ouvrières ne sont rien si elles ne sont pas la sanction d'améliorations déjà acquises, si elles ne sont pas la consécration de faits passés dans les mœurs et coutumes des ouvriers.

C'est ainsi que se justifie, en se confirmant, la fameuse maxime de l'Internationale : « L'émancipation des Travailleurs ne sera l'œuvre que des Travailleurs eux-mêmes ! »

Georges Yvetot
Prisons de Clairvaux, 1908.



à la vapeur et à l'électricité, les instruments de production sont tellement accrues et perfectionnés qu'il en est résulté une perturbation immense dans le monde du travail. En même temps, de formidables organisations se sont constituées au sein du Capitalisme. Le petit patronat d'autrefois a presque complètement disparu, pour laisser la place à de toutes puissantes Compagnies anonymes, dont chacune tient sous son autorité des milliers et des milliers d'individus de tout âge et de tout sexe.

L'exploitation prit de telles proportions qu'elle eut alors ce résultat : plus les capitalistes et les actionnaires y gagnaient, plus les travailleurs, les producteurs souffraient. La situation de l'ouvrier devint atroce.

Autrefois, le maître tenait à son esclave qui lui procurait le nécessaire et le superflu. En échange, il lui donnait de quoi récupérer ses forces, le maintenait en bonne santé. En un mot, il tenait à ce que son esclave fût en bon état pour produire, afin de n'avoir pas besoin d'en acheter un autre. Plus tard, le seigneur tint à son serf qui cultivait ses terres et faisait valoir ses richesses. Aussi, il le protégeait dans les moments critiques et, tout en le pressurant, il tenait à lui comme à son bien.

Aujourd'hui, le patron ne tient plus qu'à son matériel, à ses bestiaux. Quant à l'outil humain, l'exploité, il en a peu souci.

C'est que l'ouvrier est devenu un homme libre ! Libre, depuis la Révolution ! Libre de travailler ou de mourir de faim ! Libre de professer telles ou telles idées... pourvu qu'elles ne déplaisent pas aux patrons !

FEDERATION DES TRAVAILLEURS SOCIALISTES DES ARDENNES

CHAMBRE SYNDICALE DE DAIGNY

La Chambre syndicale porte à la connaissance des ouvriers que le travail a cessé à l'épauillage de Daigny, par suite du refus par les patrons de faire droit aux légitimes réclamations des ouvriers.

Le Syndicat compte sur l'esprit de solidarité des camarades pour qu'ils ne viennent pas rendre de l'embauche à l'épauillage de Daigny.

LE COMITÉ SYNDICAL.

Prrière de ne pas afficher.

NOTE DE LECTURE

BÉDÉ POUR VOUS

L'OTAGE

de Autheman et Rousseau

P OUR qui l'aventure et la mer se confondent, voici une nouvelle B.D. sur le thème. Le héros, Condor, est un hybride de Corto Maltese et du capitaine Haddock, énigmatique et ivrogne, le tout revu par l'école belge de la ligne claire. Une dictature d'Amérique latine, des guérilleros indomptables manœuvrés par Cuba, des trafiquants de drogue, un gros rouquin agent de la C.I.A., une belle milliardaire kidnappée, une surprenante journaliste, et en route l'aventure... Une bonne bouffée d'exotisme.

Aux éditions Dargaud.

BEYROUTH

De Duveaux

L s'appelle Bernard Langlois, 38 ans, électromécanicien à « Falcon Service ». Il ne fait pas de politique, c'est son boulot qui l'a conduit au Liban... et tout bascule dans l'atrocité de la guerre.

— La guerre a meilleure mine à la télévision, hein ? Le cadre...

et puis il n'y a pas d'odeur.

— Si tout le monde veut nous voir mourir avec nos femmes, nos enfants, nos vieillards, nous lui en donnerons le spectacle.

Un affreux cauchemar, Langlois errera des Palestiniens aux Israéliens, des chiïtes aux chrétiens ; il apprendra l'horreur et la mort dans une ville qui n'en finit pas d'agoniser face à l'indifférence de l'humanité.

Le dessin par taches de Duveaux rend parfaitement la désintégration d'un pays. En parallèle au calvaire de Langlois, le récit du propre voyage de Duveaux à Beyrouth.

Une B.D. qui vous nouera les tripes, vous fera grincer des dents, vous sortira dans la rue pour gueuler contre les militaires et la connerie humaine...

Aux éditions Glénat.

où il travaille à la chaîne.. Notre anti-héros est un prolo des années 20 qui a du Jean Gabin jeune. Comme son surnom l'indique — Louis la Guigne —, la poisse lui colle au talon.

Ses seuls amis sont un groupe d'anarchistes vivant en communauté (surtout dans le premier volume).

Dethorey semble n'avoir qu'une connaissance très limitée des milieux libertaires de l'époque, provenant sûrement de mauvais romans noirs. Ses anarchistes ne sont qu'une amusante caricature de la triste bande à Bonnot. D'ailleurs, par son désir de recréer l'atmosphère des années folles, le scénariste, par abus de lieux communs, a fabriqué pour le lecteur un rigolo jeu des sept erreurs :

Sinon les dessins de Giroud sont chouettes et l'intrigue bien ficelée. De toute manière, les auteurs n'ont sûrement pas voulu faire une B.D. historique, mais une histoire récréative où de nombreux personnages de second plan sonnent juste.

Aux éditions Glénat.

Palou

BEYROUTH

De Duveaux

L s'appelle Bernard Langlois, 38 ans, électromécanicien à « Falcon Service ». Il ne fait pas de politique, c'est son boulot qui l'a conduit au Liban... et tout bascule dans l'atrocité de la guerre.

— La guerre a meilleure mine à la télévision, hein ? Le cadre...

LOUIS

LA GUIGNE - II

de Dethorey et Giroud

C'est plus fort que moi,

j'ai beau me dire que je donne dans l'« ouvriérisme primaire », j'adore que le personnage principal sorte des usines Citroën

NOTE DE LECTURE

« ALBERT LIBERTAD ARTICLES CHOISIS »

On a dit et on dit encore beaucoup de mal de l'individualisme anarchiste en général et d'Albert Libertad en particulier. Avec juste raison parfois. Mais aussi, et souvent, par ignorance... ou par calcul !

Pour s'en persuader, il suffit de lire ce recueil d'articles (1).

On y découvre un homme qui a la révolte à fleur de cœur. Qui vomit l'exploitation, l'oppression, l'injustice... et la résignation. Un homme qui a la rage aux poings, donc. Qui appelle ça la lutte. Qui n'accepte pas l'inacceptable. Mieux, un homme qui tente de mettre ses actes en accord avec sa pensée et sa parole. Qui tente de vivre la révolution au présent et au quotidien, tout de suite, ici et maintenant.

On y découvre également un homme qui, pour être un farouche défenseur de la liberté de l'individu, n'en est pas moins pour autant un révolutionnaire posant les problèmes de liberté en terme de masses et de système social.

On l'aura donc compris, Albert Libertad est à l'opposé des cohortes de nombrilistes et d'égoïstes qui ont plongé l'individualisme anarchiste dans l'impuissance... et le délire. Certes, pour tout ce qui touche à la liberté de l'individu et donc de lui-même, c'est un intransigeant de tous les instants. Mais pour lui, cela n'est pas incompatible avec la volonté de s'organiser par affinité, intérêt de classe ou autre. Car, pour changer véritablement les choses et la vie, il est nécessaire d'embraser au préalable le Vieux Monde avec le lance-flammes de la révolution sociale. Seul, le combat n'aurait pas de sens.

A lire, donc, cette brochure qui remet quelque peu à l'heure les pendules à propos d'individualisme. Et puis, vous verrez, jamais on ne pourrait croire que ces articles ont été écrits au tout début de ce siècle ; le style est celui de notre époque. Les mots claquent. Les phrases pétillent. La vie explose à chaque ligne.

Un antidote de première, pour les soirs de déprime.

Jean-Marc Raynaud

(1) Editions du groupe Libertad de la Fédération anarchiste. En vente à la librairie du Monde libertaire : 15 F.

D'Albert Libertad, on pourra lire également : Le Culte de la Charogne, aux éditions Gallée, en vente également à la librairie au prix de 50 F.

REVUE

« IZTOCK »

Le dernier numéro de cette revue entièrement consacrée aux pays de l'Est nous entraîne une deuxième fois derrière le rideau de fer sur la piste du pacifisme polonais et russe.

La Bulgarie profite de ce huitième numéro pour nous donner un aperçu de ses charmes et de son passé. Selon des sources bien informées provenant de l'ambassade bulgare, place de la Résistance à Paris, ce ne sont que des mensonges impérialistes. D'après ces mêmes sources, Castro démentirait toute existence de syndicat libre à Cuba. Vraiment, on se demande où Iztok va chercher toutes ses informations !

Et pourquoi pas parler d'autogestion en Pologne ? Sur ce sujet, Iztok allèche notre curiosité avec un rapide compte rendu d'une brochure polonaise intitulée : *L'Autogestion dans l'économie du socialisme réel* et signée par Jean Hartman. A quand sa traduction ?

Enfin, pour conclure ce numéro diaboliquement intéressant, une étude sur l'évolution des textes officiels soviétiques vis-à-vis du concept d'Etat.

Une brochure à savourer, tout en calculant combien de mètres cubes d'eau couleront sous les ponts de Leningrad avant que la cuisinière soviétique puisse gérer ses propres affaires.

J.-M. Mercader

INVITÉS

DE RADIO-LIBERTAIRE

• Jeudi 29 mars :

« 10 h » : à propos du livre *La Fin du développement* de François Partant.

« La mémoire des sons » (14 h) : Tchaïkowsky. Deux heures de musique sans blabla.

« La Vie d'artiste » (16 h).

« Si vis pacem » (18 h) : l'actualité pacifiste avec l'Union pacifiste de France.

« Chronique syndicale » (19 h) : comme tous les mois, une émission spéciale de trois heures.

« Blues en liberté » (22 h) : Claude Barthélémy, guitariste.

• Vendredi 30 mars :

« La bourse et la vie » (10 h) : à propos du livre de Luc Bhill : *Histoire des consommateurs, mille ans de lutte*.

« De bouche à oreilles » (16 h) : ce cher Georges de Chez Georges.

« Le front des radios libres » (18 h) : petites et grandes nouvelles de la bande F.M.

• Samedi 31 mars :

« Samedi et vous ? » (9 h) : le logement.

« Chroniques du Père Peinard » (11 h).

« Chronique syndicale » (12 h) : à propos du centenaire de la loi Waldeck-Rousseau, histoire du syndicalisme.

« Petites et grandes nouvelles d'Amérique du Sud » (14 h) : avec le groupe libertaire chilien Nolasco Arratia.

« Prisons » (20 h) : émission vers les taules.

« Les samedis qui chantent » (14 h) : Joël Jehannin et Patrick Thomas.

• Dimanche 1^{er} avril : « Ici Dieu à vous les poissons » (10 h) : pub-gay, etc.

« Paris banlieue blues » (15 h 30) : reportages, invités, etc.

« Grand angle » (17 h) : magazine parlant de la photo, du cinéma et de la vidéo avec : une journée de T.V. en bande son !

• Lundi 2 avril :

« De la lyre aux délires » (11 h) : poésie sans dieu ni maître.

« Le sac à malices » (14 h).

(15 h) Voix libres en direct sur R.L. *La Clé*, avec Sylvie Morgans-tein.

« Radio-Libertaria » (19 h) : avec l'agenda de R.-L., les commentaires. En castillan à partir de 22 h.

• Mardi 3 avril :

« Les raisons de la colère » (18 h).

« L'invité quotidien » (20 h) : à propos de la brochure : *Albert Libertad, écrits choisis*.

• Mercredi 4 avril :

« Le bal des affreux » (10 h 30) : chansons françaises.

« By jove ! » (12 h) : Mon Dieu les revoilà avec la B.D., les enfants qui dessinent, etc.

« Allo maman bobo » (19 h) : les enfants qui ont grandi grâce aux bons conseils de nutrition d'Yves.

NOTE DE LECTURE

« CINÉMA ET ANARCHIE »

DOSSIER ÉTABLI PAR LE C.I.R.A.

LES essais, études, réflexions... sur les rapports entre le cinéma et l'anarchisme sont rares. Rarissimes même. Dans ces conditions, la présente brochure (1) est d'un intérêt incontestable. Celui d'ouvrir la voie. De défricher le terrain. Telle est d'ailleurs sa seule ambition.

On y trouve un inventaire des films anarchistes ou sur l'anarchisme. Un inventaire très complet puisqu'il recouvre aussi bien la période du muet que la révolution espagnole, ou ces vingt dernières années.

On y trouve également un certain nombre d'analyses : le cinéma contre les anarchistes ; la révolution et la guerre d'Espagne ; le collectif pacifique Street Films ; les frères Taviani ; Buñuel...

Comme on le voit, cette brochure mérite le détour. Certes,

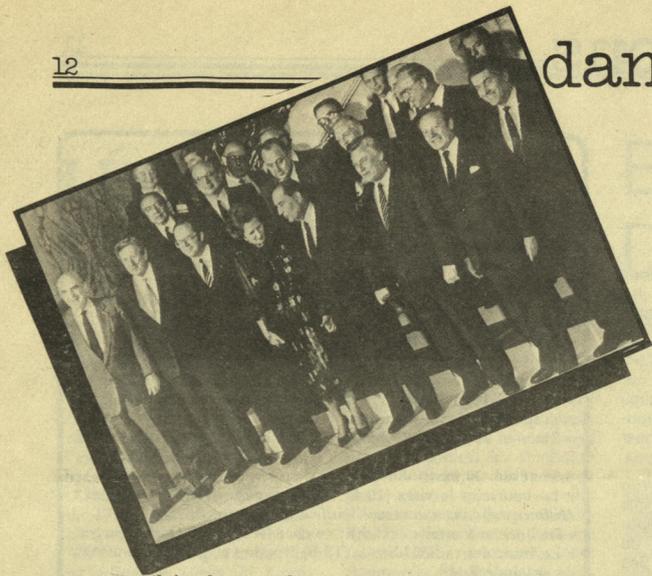
elle présente un certain nombre de faiblesses. Au niveau d'une réflexion de fond sur le cinéma, entre autres. Mais là n'est pas l'essentiel.

L'essentiel, c'est d'ouvrir la voie. De dégager des pistes pour de futures recherches, analyses ou théories. D'amorcer des réflexions. D'inviter au débat. Et cet essentiel est contenu dans cette brochure.

A lire, donc, en espérant pouvoir bientôt rendre compte de travaux plus fouillés sur ce qui pourrait être un cinéma anarchiste. Anarchiste quant au fond et anarchiste quant à la forme, tant il est vrai que l'important est autant ce qui est dit que la manière dont on le dit.

Maylis o'Brian

(1) Editions CIRA/NOIR, en vente à la librairie du Monde libertaire : 10 F.



BRUXELLES : LA MAGGIE GAULLIENNE !

Cela allait plutôt mal, en Angleterre, quand Maggie a pris les rênes : l'économie était paralysée par des grèves dures et longues, qui finirent par « exaspérer » la population contre les « abus de pouvoir » des syndicats. Si on ajoute à cela que les travaillistes sortants avaient laissé une gestion économique catastrophique, on comprend mieux que les mots d'ordre de madame Thatcher aient si bien marché : trop de syndicats, trop de nationalisations, retrousser vos manches.

Les principes de la politique appliquée par la suite peuvent se résumer à ceci : pas de détail. Afin de rationaliser l'économie, on abandonne des pans entiers de l'industrie. Thatcher mit progressivement au pas les syndicats. Elle déclencha une guerre contre les Argentins pour montrer qu'on ne lui marchait pas sur les pieds.

Mais qui est donc cette Margaret Thatcher ?

Madame Thatcher a instauré une austérité économique jamais vue. De 1979 à 1983, le nombre officiel des chômeurs est passé de 1,2 million à 3,2 millions ; le pouvoir d'achat de l'O.S., chômeur et père de famille, a chuté de 21,3% ; celui du travailleur manuel, employé par une collectivité locale, de 4,6% ; le pouvoir d'achat de l'ouvrier qualifié, en revanche, n'a chuté que de 1,2%. A l'inverse, le pouvoir d'achat du jeune fonctionnaire, du cadre supérieur et de l'administrateur de société s'est accru respectivement de 5,4%, 9,5% et 24,5%. Du coup, le gouvernement suspendit la publication des statistiques annuelles du nombre de familles vivant au-dessous du seuil de pauvreté !...

Des lois rendent les syndicats financièrement responsables de certaines de leurs actions et restreignent leurs droits en matière de piquets de grève. Le système du « closed shop », c'est-à-dire la syndicalisation automatique du salarié dans l'entreprise, a été limité. Ces mesures sont évidemment accompagnées d'arguments économiques et moraux destinés à les justifier. La

simplicité de ces arguments, d'ailleurs, les rapproche de ceux de Reagan. L'inflation et l'endettement sont des péchés ! L'Etat ne doit pas intervenir dans le domaine économique, et en tous cas pas dans le domaine social ! Si les ouvriers sont au chômage, qu'ils s'en prennent à leurs syndicats et aux grèves ! La notion de solidarité sociale avec les défavorisés doit être combattue ! Il faut sanctionner les ratés et récompenser les plus entrepreneurs ! Il faut culpabiliser les assistés et les déshérités qui parasitent le budget de l'Etat !

Si on nous dit : « Il faut se serrer la ceinture quelque temps et après cela va aller mieux », on peut en-



de l'économie au profit des industries de pointe. Ce qu'elle veut pour la Grande-Bretagne, elle le veut aussi pour l'Europe. Elle considère que la Grande-Bretagne paie trop à la C.E.E. par rapport à sa richesse relative. De plus, l'Europe dépense trop, dans des secteurs dépassés : l'acier et l'agriculture. Thatcher désire que l'Europe cesse de subventionner ces secteurs au profit des industries de pointe, où les capitaux britanniques trouveraient à s'employer.

Dans *Le Monde libertaire* n° 521, nous avons souligné le paradoxe de l'économie anglaise qui subit une perte des industrialisations interne, mais qui est le deuxième exportateur

de l'économie au profit des industries de pointe. Ce qu'elle veut pour la Grande-Bretagne, elle le veut aussi pour l'Europe. Elle considère que la Grande-Bretagne paie trop à la C.E.E. par rapport à sa richesse relative. De plus, l'Europe dépense trop, dans des secteurs dépassés : l'acier et l'agriculture. Thatcher désire que l'Europe cesse de subventionner ces secteurs au profit des industries de pointe, où les capitaux britanniques trouveraient à s'employer.

Dans *Le Monde libertaire* n° 521, nous avons souligné le paradoxe de l'économie anglaise qui subit une perte des industrialisations interne, mais qui est le deuxième exportateur

de capitaux du monde. Les financiers et les industriels se retranchent derrière l'attitude des syndicats « qui freinent la productivité » (1), pour ne pas investir sur place. Mais la tendance à dégager des taux de profit supérieurs en investissant à l'étranger est un fait généralisé et pas seulement en Grande-Bretagne. La clé de l'affaire est donnée par la déclaration d'une des têtes pensantes du parti conservateur, qui, déclare, répondant à la question : Est-il normal de sacrifier la création d'emplois en Grande-Bretagne au rendement accru du capital par des investissements à l'étranger ? : « Les

directions des entreprises ont une seule responsabilité à l'égard de leurs actionnaires, celle de dégager des dividendes. »

En revanche, très peu de capitaux sont investis en Grande-Bretagne. En 1976, 1,8 milliards de livres était sorti du pays contre 750 millions qui sont entrés. La désindustrialisation de la Grande-Bretagne s'accompagne d'une pénétration importante de produits étrangers auxquels s'ajoute une baisse des exportations.

De fait, la Grande-Bretagne cesse d'être une nation industrialisée pour devenir une nation prestataire de services. Mais pour cela il faut lever les obstacles qui s'opposent au développement à l'étranger des services financiers de la city, des transports maritimes, des assurances des télécommunications, des programmes de télévision, du tourisme, de la construction, des cabinets de consultants. En somme, laisser tomber la production au profit des services.

Etant peu concernée par les problèmes agricoles, dans la mesure où ce secteur ne représente en Grande-Bretagne que 2,7% de la population active, Margaret Thatcher, en voulant rationaliser les dépenses de la C.E.E. et diminuer sa propre participation, veut en fait renégocier la place du capitalisme anglais dans la division internationale du travail. Car si la C.E.E. peut difficilement se passer de la contribution britannique, qui paie un cinquième de ses dépenses, la Grande-Bretagne, de même, peut difficilement se passer de la C.E.E., étant donné l'interpénétration importante des économies.

Thatcher peut se permettre de mener une politique ouvertement anti-ouvrière : elle fait tout pour diminuer la classe ouvrière, en force et en nombre, et pour développer un régime au secteur tertiaire hypertrophié. Au sommet de Bruxelles ce n'est pas pour les chômeurs anglais que Thatcher roulait !

Raoul Boullard

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.